

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
28 MARS 2013
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
28 MAART 2013

Etaient présents/waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter;

MM./de hh. Cools, Sax, Mmes/Mevr. Maison, Gol-Lescot, Delwart, Roba-Rabier, échevins, schepenen;

Mmes/Mevr. Gustot, Dupuis, M./de h. Martroye de Joly, Mmes/Mevr. Fraitteur, Verstraeten, M./de h. Wyngaard, Mme/Mevr. Fremault, MM./de hh. De Bock, Vanraes, Mme/Mevr. François, M./de h. Toussaint, Mmes/Mevr. de T'Serclaes, Bakkali, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Culer, Van Offelen, MM./de hh. Bruylant, Cornelis, Cadranel, Hublet, Zygas, Mmes/Mevr. Baumerder, M./de h. Minet, Mmes/Mevr. Ledan, Zawadzka, conseillers, gemeenteraadsleden;

M. Parmentier, secrétaire communal f.f., wnd. Gemeentesecretaris.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : MM. Dilliès , Biermann, Mme/Mevr. Delvoye, MM./de hh. Reynders, Wagemans, Mmes/Mevr. De Brouwer et Charles-Duplat.

La séance est ouverte à 20h15. - De zitting begint om 20u 15. –

A. Election d'un échevin complémentaire en remplacement d'un échevin empêché.

A. Verkiezing van een bijkomende schepenen ter vervanging van een verhinderde schepen.

M. le Président/de h. Voorzitter annonce la nomination de Mme l'Echevine Fremault en tant que Ministre de la Région bruxelloise, l'empêchant de rester échevine et membre du Collège. Un acte a été déposé au nom de Mme Catherine Roba-Rabier pour prendre la succession de Mme Céline Fremault. Il convient donc de procéder à l'élection de Mme Roba-Rabier.

M./de h. Wyngaard souhaite émettre une remarque concernant un article paru dans le Wolvendael. En effet, celui-ci précise que Mme Roba-Rabier a prêté serment en date du 28 mars et a été désignée. Cette dernière remerciait ses collègues du Collège et du Conseil pour la confiance ainsi témoignée. En conséquence, M. Wyngaard se demande s'il faut procéder au vote?

M. le Président/de h. Voorzitter partage le point de vue de M. Wyngaard sur le fond mais l'origine de cet incident provient du fait que les vacances de Pâques ont influencé le personnel du Wolvendael à faire paraître rapidement l'article. Dans le cas où Mme Roba ne serait pas élue, un autre article paraîtrait pour rectifier l'erreur.

Mme/Mevr. Verstaeten ajoute que le résultat des votes auraient d'abord dû être prononcé avant de publier l'article dans le Wolvendael. Cette parution a suscité une incompréhension des ucclois.

Objet A. : **Election d'un échevin en remplacement d'un échevin empêché.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Céline Fremault, échevine, qui exerce les fonctions de Ministre régional, doit être considérée comme empêchée, en vertu de l'article 18 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'en vue de pourvoir à son remplacement durant la période de son empêchement, un acte de candidature reconnu recevable a été introduit pour la candidature de Mme Catherine Roba-Rabier, M. le Président invite l'Assemblée à voter au scrutin secret

sur cette candidature.

Tous les membres présents prennent part au vote.

Le nombre de bulletins retirés de l'urne est égal à celui des votants (34).

Le dépouillement donne le résultat suivant :

Mme Roba-Rabier obtient 22 voix pour et 11 contre.

Il y a un bulletin nul.

Mme Catherine Roba-Rabier réunit donc la majorité absolue des suffrages et est élue échevin.

Elle prête serment en français et en néerlandais.

La présente délibération sera transmise en deux exemplaires au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Onderwerp A. : **Verkiezing van een schepen ter vervanging van een verhinderde schepen.**

De Raad,

Aangezien Mevr. Céline Fremault, schepen, die het ambt van Gewestelijk Minister uitoefent, als verhinderd beschouwd dient te worden, krachtens artikel 18 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat er een ontvankelijke akte van voordracht werd ingediend voor de kandidatuur van Mevr. Catherine Roba-Rabier, om haar te vervangen tijdens de periode waarin ze verhinderd is, nodigt de h. Voorzitter de Vergadering uit om over te gaan tot de geheime stemming voor deze kandidatuur.

Alle aanwezige leden nemen deel aan de stemming.

Het aantal stembiljetten in de stembus komt overeen met het aantal stemmers (34).

Dit geeft het volgende resultaat :

Mevr. Roba-Rabier krijgt 22 stemmen voor en 11 stemmen tegen.

Er is één ongeldig stembiljet.

Mevr. Roba-Rabier heeft bijgevolg de volstreekte meerderheid van de stemmen en is verkozen als schepen.

Zij legt de eed af in het Frans en het Nederlands.

De onderhavige beraadslaging zal in twee exemplaren naar het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

B. **Approbation des procès-verbaux des séances du Conseil communal des 21, 24 et 31 janvier 2013.**

Les procès-verbaux des séances du Conseil communal des 21, 24 et 31 janvier 2013 sont déposés sur le bureau. S'ils ne donnent pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, ils seront considérés comme approuvés à l'unanimité.

Onderwerp B : **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszittingen van 21, 24 en 31 januari 2013.**

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 21, 24 en 31 januari 2013 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet 2B – 1 : **Environnement.- Mission d'étude.- Gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines sous les voiries et les terrains communaux/essais d'infiltration des eaux dans les sols.- Consultation.- Prise pour information de la décision du Collège échevinal arrêtant les conditions du marché.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestres et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestres et échevins suivante :

- 13 mars 2013 - Gestion des pollutions des sols et des eaux souterraines sous les voiries et les terrains communaux / essais d'infiltration des eaux dans les sols : consultation - 50.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 421/747-60/82 et 137/747-60/93 - Emprunt.

Onderwerp 2B – 1 : **Milieu.- Studieopdracht.- Beheer van bodem- en grondwatervervuiling onder de gemeentelijke wegen en gronden/infiltratieproeven van grondwater.- Kennisneming van de beslissing van het Schepencollege die de voorwaarden van de opdracht vaststelt.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 13 maart 2013 - Beheer van bodem- en grondwatervervuiling onder de gemeentelijke wegen en gronden/infiltratieproeven van grondwater : raadpleging - 50.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 421/747-60/82 en 137/747-60/93 - Lening.

Objet 2C – 1.- **Logement.- Renforcement de l'offre de logements de transit et fixation des conditions de location.**

M. l'Echevin/de h. schepen Cools avait affirmé, dans la déclaration de majorité, une volonté de créer plusieurs logements de transit dans la Commune d'Uccle. Le C.P.A.S. d'Uccle a déjà un logement de transit au 238, rue de Stalle.

M. l'Echevin Cools propose d'en créer deux autres dans une maison de la place Homère Goossens. L'idée est d'ailleurs d'en proposer davantage dans les mois qui viennent. Certains membres en Commission avaient mis en avant le fait que certaines personnes pouvaient faire face à un besoin urgent. Dans ce cas-là, le Collège doit prendre des décisions concernant le montant de la location attribué à ces personnes. Cependant, un logement de transit n'est pas un logement social. La question financière n'est pas l'unique question. Il peut y avoir de multiples raisons.

M. l'Echevin Cools propose de rajouter la phrase suivante à la délibération : "En cas de circonstances tout à fait exceptionnelles et sur base d'un rapport social, le Collège des Bourgmestres et Echevins pourra accorder un rabais sur les conditions de location".

M./de h. Minet souhaite qu'une distinction soit établie entre le logement de transit de transition et le logement de transit d'urgence. Ces logements ne font pas appel à la même dynamique sur le plan de l'accompagnement social. Contrairement à l'urgence, le projet de transit d'insertion demande un plus long terme pour amener les occupants à pouvoir reprendre en charge leur vie sociale. En tous les cas, les deux nécessitent un accompagnement social rigoureux. M. Minet demande le nombre de sollicitations obtenues actuellement. Sont-elles nombreuses?

M. le Président/ de h. Voorzitter répond que la plupart des cas connus sont des accidents, des incendies, des effondrements de maisons,... Les personnes sont logées dans des chambres d'hôtels lorsque des logements de ce type manquent. Ce type de problème survient 3 à 4 fois par an.

Mme/de h. Dupuis explique qu'elle a une interprétation différente du logement de transit. Il n'est pas toujours possible de faire autrement parce qu'un certain nombre de personnes, pour des raisons particulières, ont besoin d'être hébergées très rapidement.

La difficulté repose sur l'acquisition d'un autre logement dans de bonnes conditions dans les six mois postulés par la convention de transit. Or, ces personnes connaissent des difficultés financières et se trouvent donc dans l'impossibilité de payer un loyer normal. Celles-ci font face à des problèmes tels que la violence conjugale, la pauvreté,... Il est important de ne pas se tromper sur la notion de transit. Un logement de transit est toujours très difficile à gérer. Les personnes qui y habitent sont en grave difficulté et retrouvent difficilement un autre logement.

M./de h. Vanraes précise que le C.P.A.S. assure un service d'accompagnement à la personne en difficulté. Le fait d'acquérir dix logements supplémentaires est une excellente nouvelle vu le nombre accru de demandes.

M./de h. Minet souhaite savoir si les logements sont meublés et demande s'ils sont confortables pour accueillir en urgence?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools expose qu'il est impossible de connaître à l'avance les situations auxquelles on peut être confrontés. Mais le C.P.A.S. peut fournir du mobilier en cas de besoin. Il faut aussi bien se rendre compte que la location est à titre précaire et dure normalement six mois. Ce n'est pas nécessairement du transit d'insertion. Ces logements de transit ne doivent pas devenir une autre catégorie de logement social car il ne s'agit pas de voir les personnes inscrites au logement de transit alors qu'elles ne sont pas dans l'ordre de la liste pour avoir accès au logement social. Il faut retenir la notion d'urgence afin d'aider le C.P.A.S. à répondre aux nombreuses demandes. Le C.P.A.S. peut également mener une action pour des personnes ne répondant pas aux conditions de revenus sociaux très faibles. La Commune s'occupe plutôt des catégories de personnes à revenus moyens.

M./ de h. Minet demande si les logements peuvent être meublés dans les cas urgents.

M. l'Echevin/ de h. schepen Cools répond que M. le Bourgmestre est contacté lorsqu'il s'agit d'une urgence. Des logements seront à disposition et deux autres seront disponibles dans les mois qui viennent (5 au niveau de la Commune et une vingtaine pour le C.P.A.S.).

Mm/Mevr.e Dupuis précise que la situation de transit s'apprécie de façon individuelle alors que pour les demandes de logements courants (sociaux ou publics moyens), toute une série de règles sont à observer. Il faut éviter de se trouver devant des situations qui pourraient provoquer à cet égard des injustices. Il ne peut pas y avoir que des logements de transit.

Objet 2C – 1 : Logement.- Renforcement de l'offre de logements de transit et fixation des conditions de location.

Le Conseil,

Vu l'article 232 de la nouvelle loi communale relatif à la fixation des conditions de location des propriétés de la commune;

Attendu que la commune dispose actuellement d'un seul logement de transit, situé rue de Stalle 238 et composé de 2 pièces de vie;

Attendu que la Commune possède une maison d'habitation située place Homère Goossens 2, composée comme suit : un appartement deux chambres type moyen au 2ème étage, un appartement une chambre type moyen au 1er étage et un local de stockage au rez-de-chaussée;

Attendu que le logement deux chambres est vide suite au départ des locataires et qu'il sera bientôt remis en état locatif;

Attendu que le logement une chambre devrait être lui aussi rénové et est occupé depuis 2001 par une famille de trois personnes dont deux adultes reconnus handicapés, et parmi ceux-ci, l'un des deux rencontre des difficultés à monter à l'étage;

Attendu que ce contrat de bail arrive à échéance en novembre 2013;

Considérant qu'un logement de type social et mieux adapté (deux chambres et ascenseur) pourrait être proposé à cette famille dans notre parc locatif;

Attendu que ces logements qualifiés de moyens ont toujours été attribués à des personnes en situation précaire, dans l'urgence et pour de courtes durées au départ;

Considérant qu'il s'agit de logements moyens ne présentant pas le confort attendu pour ce type de logement mais bénéficiant d'une situation centrale idéale pour un public fragilisé (proche des services communaux, des commerces et des transports);

Attendu que les derniers loyers s'élevaient respectivement à : 464,87 € pour le deux chambres et 434,02 € pour le une chambre;

Considérant que ces logements seront difficiles à louer en tant que logement moyen vu les autres disponibilités dans notre parc locatif moyen;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

1) d'affecter les deux logements situés place Homère Goossens 2 à du logement de transit;

2) de fixer les conditions de location suivantes pour les trois logements de transit :

- convention de mise à disposition précaire (durée de 6 mois);
- pour l'indemnité mensuelle :

adresse	loyer - charges comprises	caution	total
Rue de Stalle 238	275 €	25 €	300 €
Place Homère Goossens 2 (1ch)	410 €	40 €	450 €
Place Homère Goossens 2 (2ch)	500 €	50 €	550 €

- les charges sont comptabilisées sous forme de forfait pour les frais de chauffage, la consommation d'eau, consommation électricité, les redevances des compteurs et l'assurance;

- le gestionnaire acquiert le privilège sur la caution pour toute créance résultant de l'inexécution totale ou partielle des obligations de l'occupant. En cas de non-infraction, la caution sera restituée à l'occupant;

- ces montants pourront être indexés au maximum une fois l'an sur base de l'index et de l'évolution des prix de l'énergie.

En cas de circonstances tout à fait exceptionnelles et sur base d'un rapport social, le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra accorder un rabais sur les conditions de location.

Onderwerp 2 C – 1 : Verhoging van het aanbod aan transitwoningen en vastlegging van de huurvoorwaarden.

De Raad,

Gelet op artikel 232 van de nieuwe gemeentewet betreffende de vastlegging van de huurvoorwaarden van gemeente-eigendommen;

Aangezien de gemeente momenteel beschikt over één transitwoning (Stallestraat 238) met 2 leefruimtes;

Aangezien de gemeente een woning bezit op het Homère Goossensplein 2, als volgt samengesteld: een middelgroot appartement met 2 kamers op de 2de verdieping, een appartement met 1 kamer op de 1ste verdieping en een opslaglokaal op de benedenverdieping;

Aangezien de woning met 2 kamers vrij is door het vertrek van de huurders en binnenkort opnieuw verhuurd zal kunnen worden;

Aangezien de woning met 1 kamer eveneens gerenoveerd moet worden en sinds 2001 bezet is door een familie van 3 personen waarvan 2 met een erkende handicap waarvan één van hen moeilijk trappen kan nemen;

Aangezien deze huurovereenkomst verstrijkt in november 2013;

Overwegende dat een sociale en beter aangepaste woning (twee kamers en een lift) uit ons woningpark aan deze familie aangeboden kan worden;

Aangezien deze gemiddelde woningen altijd toegekend worden aan personen in een kwetsbare situatie in noodsituaties en voor korte duur bij de aanvang;

Overwegende dat het gaat om gemiddelde woningen die niet over het comfort beschikken dat verwacht wordt voor dit type woning maar wel een ideale centrale ligging hebben voor kwetsbare groepen (nabijheid gemeentediensten, handelszaken en vervoer);

Aangezien de laatste huur respectievelijk bedroeg: € 464,87 voor 2 kamers en € 434,02 voor één kamer;

Overwegende dat deze woningen moeilijk te verhuren zijn als middelgrote woning door de andere beschikbare woningen van ons aanbod aan middelgrote huurwoningen;

Op voorstel van het schepencollege,

Beslist :

1) van de 2 woningen op het Homère Goossensplein 2 transitwoningen te maken.

2) de huurvoorwaarden voor de 3 transitwoningen als volgt vast te leggen :

- overeenkomst voor de preciaire bezetting (duur 6 maand)
- tegen de maandelijkse vergoeding :

Adres	Huur incl. lasten	Borg	Totaal
Stallestraat 238	275 €	25 €	300 €
Homère Goossensplein 2 (1 k.)	410 €	40 €	450 €
Homère Goossensplein 2 (2 k.)	500 €	50 €	550 €

- de lasten omvatten een forfait voor de kosten inzake de verwarming, het water- en elektriciteitsverbruik, de vergoedingen van tellers en de verzekering;

- de beheerder verwerft het privilege op de borg voor elke schuldvordering die het resultaat is van een volledige of gedeeltelijke niet-naleving van de verplichtingen van de bezetter. Indien er geen inbreuken zijn geweest, zal de borg terugbetaald worden aan de bezetter;

- deze bedragen kunnen geïndexeerd worden, maximum 1 keer per jaar op basis van de index en de evolutie van de energieprijzen.

In geval van volledig uitzonderlijke omstandigheden en op basis van een sociaal verslag, zal het College van de Burgmeester en de Schepenen een vermindering van de huurvoorwaarden kunnen toestaan.

**- M. Cadranel quitte la séance -
- de h. Cadranel verlaat de zitting -**

Objet 2 D – 1 : Régie foncière.- Projet "de Puysseleer".- Construction de six logements rue Pierre de Puysseleer.- Raccordements à l'eau de ville.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 232;

Considérant que trois raccordements et le placement de six compteurs sont nécessaires pour l'approvisionnement en eau de ville des six appartements en construction;

Que les travaux sont estimés à 10.000,00 € tenant compte d'une réserve pour imprévus en cours d'exécution;

Considérant que des crédits suffisants sont inscrits au budget patrimonial de 2013, en cours d'approbation;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

- 1) de confier la réalisation de ces travaux à HYDROBRU eu égard à son statut de gestionnaire du réseau, pour un montant estimé de 10.000,00 €;
- 2) d'imputer la dépense à l'article 242 du budget patrimonial de la Régie foncière de 2013 – allocation : 1.525.466,91 €;
- 3) de financer la dépense par la charge d'urbanisme associée à ce projet.

Onderwerp 2D – 1 : Grondregie.- Ontwerp "de Puysseleer".- Bouwen van zes woningen in de Pierre de Puysseleerstraat.- Aansluitingen op stadswater.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 232;

Overwegende dat drie aansluitingen op het net plus het plaatsen van zes tellers noodzakelijk zijn voor de bevoorrading in stadswater van de zes appartementen in aanbouw;

Dat de werken tot € 10.000,00 geraamd worden, rekening houdend met een reserve voor onvoorziene omstandigheden die aan de gang van de werken in uitvoering, zouden kunnen geschieden;

Overwegende dat voldoende kredieten worden ingeschreven op de patrimoniumbegroting voor 2013 die in afwachting van goedkeuring blijft;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- 1) de uitvoering van deze werken toe te vertrouwen aan HYDROBRU, gelet op haar statuut van beheerder van het net; voor een bedrag dat geraamd wordt tot € 10.000,00;
- 2) de uitgave aan te rekenen op artikel 242 van de patrimoniale begroting van de Grondregie voor 2013 – toelage : 1.525.466,91 €;
- 3) deze uitgave te financieren door middel van de stedenbouwkundige last van dit ontwerp.

Objet 2D-2.- Propriétés communales.- Restauration du moulin du Nekkersgat et mise en valeur du site.- Approbation des états d'avancement n°s 27 et 28 et paiement des factures à l'entrepreneur adjudicataire.- Approbation de décomptes.- Prise pour information d'une délibération du Collège échevinal.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique que le montant repris au rapport présenté n'est pas la dépense totale, c'est-à-dire ce que coûte la restauration du moulin du Nekkersgat, mais le dépassement total d'un montant de 583.969 €. Ce montant se divise en deux, à savoir 294.791 € (dépassements des comptes c'est-à-dire les dépenses imprévues) et 289.000 € (dépenses prévues mais avec des quantités plus importantes). Concernant les décomptes, toute une série de dépenses n'étaient pas prévues initialement. Pour la restauration du moulin du Nekkersgat, le montant de 583.969 € s'est rajouté à l'offre de base d'un montant de 1.195.518 € (T.V.A. comprise). Dans le montant total d'1.779.488,20 € (T.V.A. comprise), on compte des engagements pour une subvention régionale d'un montant de 989.828 € ainsi qu'une part communale d'environ 789.659 €. En clair, il était temps de restaurer le moulin classé vu son état déplorable. Cette entreprise d'envergure est difficile à estimer dans sa globalité tant les découvertes ont été nombreuses en cours de chantier. Certaines expertises ont donné lieu à des travaux complémentaires ou modificatifs. Ces travaux ont parfois été imposés par les Monuments et sites en cours de chantier. L'état des murs et leur liaisonnement se sont révélés catastrophiques. Les briques de façade, rongées par les intempéries, ont dû être remplacées en très grande quantité. La charmille a dû être remplacée. Les Monuments et sites ont, pour toutes ces modifications, accepté d'augmenter leurs subsides. Cette restauration est un travail d'orfèvre.

M./de h. De Bock souligne que l'intérêt de la Commission est d'obtenir un éclaircissement du dépassement de 600.000 €. Sur ce montant, existe-t-il d'autres subventionnements ?

Auparavant, l'Echevin avertissait en cas de dépassement de 15 ou 20 %. Il est important d'informer le Conseil communal sur ces dépassements. Il y a des dépassements imposés par la Commission des Monuments et sites mais pas seulement.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond qu'une partie subventionnée se trouve dans le dépassement. Au départ, il n'y avait pas le montant de 989.000 €.

M. le Président/de h. Voorzitter précise que le mur, qui s'est effondré, doit être construit selon les normes du 16ème ou 17ème siècle. Il faut se poser la question de savoir quelles sont les priorités à établir en termes de dépenses publiques.

Mme/de h. Dupuis attire l'attention sur le fait que cette construction est exceptionnelle. Il n'existe pas de nombreux monuments classés à restaurer. Les travaux de rénovation de la charmille étaient essentiels car les arbres étaient vieux et tombaient sur le chantier. Dans l'ensemble, ce dossier tient la route mais la restauration est très onéreuse puisque le monument est classé.

M./de h. Desmet demande si la date finale des travaux est connue et quelle affectation donnera-t-on au bien ?

M. l'Echevin/ de h. schepen Cools explique qu'un supplément de budget de 152.000 € avait été voté en 2012 et un supplément de 400.000 € en 2013. En consultant les listings, certaines dépenses remontent à fin 2010. Reste à voir ce qui peut être décidé pour l'avenir. A la législature précédente, deux décisions d'affectations ont été prises afin d'éviter la ruine totale du moulin. Concernant l'occupation des lieux, l'idée est de lancer un appel d'offres afin d'étudier les différents projets qui seront proposés. Ce n'est pas nécessairement la Commune qui exploiterait elle-même ces lieux. Un cahier des charges devra être rédigé. Des travaux de rénovation de la première phase devraient être terminés, ce qui n'empêchera pas l'exploitation des lieux et de remettre une roue à eau.

M. le Président/ de h. Voorzitter propose de visiter les lieux.

Mme/Mevr. Francken explique qu'un chemin a été fermé à la circulation des piétons à cause des travaux et demande s'il est possible de le rouvrir au public?

M. l'Echevin/ de h. schepen Cools répond qu'il sera possible de rouvrir ledit chemin mais à la fin des travaux de restauration car celui-ci longe le fameux mur qui menace de s'écrouler.

Objet 2D – 2 : Propriétés communales.- Restauration du Moulin du Nekkersgat et mise en valeur du site.- Approbation des états d'avancement n° 27 et 28 et paiement des factures à l'entrepreneur adjudicataire.- Approbation de décomptes.- Prise pour information d'une délibération du Collège échevinal.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 13 mars 2013 - Restauration du Moulin du Nekkersgat et mise en valeur du site - Dépense totale de 583.969,67 € (T.V.A. comprise), dont dépassement par rapport à l'offre de 294.791,41 € (T.V.A. comprise) + adaptation des quantités présumées de 289.178,25 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87.

Onderwerp 2D – 2 : Gemeente-eigendommen.- Restauratie van de Nekkersgatmolen en opwaardering van de site.- Goedkeuring van de vorderingsstaten nrs 27 en 28 en betaling van de facturen aan de aanbesteder.- Goedkeuring van rekeningen.- Kennisneming van een beslissing van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 13 maart 2013 - Restauratie van de Nekkersgatmolen en opwaardering van de site - Totale uitgave van 583.969,67 € (B.T.W. inbegrepen), waarvan een overschrijding van het bedrag van de offerte van 294.791,41 € (B.T.W. inbegrepen) + aanpassing van de geraamde hoeveelheden voor 289.178,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 773/724-60/87.

Objet 3B – 1 : Marché financier.- Conclusion d'emprunts pour le financement du service extraordinaire de la commune et du budget patrimonial de la Régie Foncière.- Exercice 2013.- Approbation de l'estimation, du mode de passation du marché, du cahier spécial des charges et des critères de sélection.

Le Conseil,

Attendu que le budget communal extraordinaire 2013 prévoit 20.791.356 EUR de dépenses dont le financement sera assuré par emprunt;

Attendu que le budget patrimonial 2013 de la Régie Foncière prévoit 350.000 EUR de dépenses dont le financement sera assuré par emprunt;

Attendu que le choix de l'organisme auprès duquel ces emprunts seront contractés doit faire l'objet d'une procédure de marché de services;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 17, § 3, 4° de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu les articles 54, 69 § 1, 69 § 2-5°, 69bis et 71 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996,

Sur proposition du Collège échevinal, décide d'approuver :

- l'estimation du marché au montant de 7.850.000 EUR;

- le mode de passation du marché à savoir la procédure négociée avec publicité avec consultation de minimum 3 soumissionnaires et maximum 20;

- le cahier spécial des charges établi selon le cahier des charges type modifié (introduction de critères d'attribution) proposé par la Tutelle dans sa circulaire du 14 février 2006;

- les critères de sélection, à savoir :

- ne pas avoir fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour :

1° participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 324bis du Code pénal;

2° corruption, telle que définie à l'article 246 du Code pénal;

3° fraude au sens de l'article 1er de la convention relative à la protection des intérêts financiers des communautés européennes, approuvée par la loi du 17 février 2002;

4° blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993, relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme;

- être en règle avec les obligations en matière de cotisations sociales et apporter la preuve de la compétence technique à travers un document de format A4 de maximum 8 pages.

Onderwerp 3B – 1 : **Financiële opdracht.- Afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van de Gemeente en van de patrimoniale begroting van de Grondregie.- Dienstjaar 2013.- Goedkeuring van de raming, de gunningswijze, het bijzonder bestek en de selectiecriteria.**

De Raad,

Gezien de buitengewone gemeentelijke begroting 2013 voor 20.791.356 EUR aan uitgaven voorziet waarvan de financiering door een lening zal gebeuren;

Gezien de patrimoniale begroting 2013 van de Grondregie voor 350.000 EUR aan uitgaven voorziet waarvan de financiering door een lening zal gebeuren;

Gezien de keuze van het organisme bij hetwelk deze leningen zullen afgesloten worden het voorwerp moet uitmaken van een procedure aangaande dienstopdrachten;

Gezien artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gezien artikel 17, § 3, 4° van de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare opdrachten en sommige opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gezien de artikels 54, 69 § 1, 69 § 2-5°, 69bis en 71 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996,

Op voorstel van het Schepencollege, besluit goed te keuren :

- de raming van de opdracht voor een bedrag van 7.850.000 EUR;
- de gunningswijze van de opdracht te weten de onderhandelingswijze met bekendmaking met raadpleging van minimum 3 en maximum 20 inschrijvers;
- het speciale bestek opgesteld volgens het typebestek gewijzigd (met inbreng van gunningscriteria) voorgesteld door de Voogdijoverheid in omzendbrief van 14 februari 2006;
- de selectiecriteria, te weten :
 - niet veroordeeld zijn geweest bij vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan waarvan de aanbestedende overheid kennis heeft, voor :

1° deelname aan een criminele organisatie als bedoeld in artikel 324bis van het Strafwetboek;

2° omkoping als bedoeld in artikel 246 van het Strafwetboek;

3° fraude als bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Gemeenschap, goedgekeurd door de wet van 17 februari 2002;

4° witwassen van geld als bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming, van het gebruik van het financieel stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme;

- het in orde zijn met de verplichtingen betreffende de bijdragen aan de sociale zekerheid en het bewijs van de technische bekwaamheid in een document van maximum 8 bladzijden op A4 formaat.

Objet 4C – 1 : **Accueil extrascolaire.- Constitution de la Commission communale de l'Accueil.**

Le Conseil communal,

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003, fixant les modalités d'application du décret susmentionné et plus particulièrement en son article 2;

Attendu qu'outre le membre désigné par le Collège des Bourgmestres et Echevins pour assurer la coordination de l'accueil durant leur temps libre et le soutien à l'accueil extrascolaire et qui siège d'office, quatre membres et leur suppléant effectif sont à désigner par les Conseillers communaux;

Vu les candidatures présentées, au nombre de 4, soit :

1. a) Mme Joëlle Maison, candidate-membre effectif;
b) Mme Lucile Baumerder, candidate suppléante;

présentés par M. Emmanuel De Bock, membre du Conseil communal d'Uccle;

2. a) M. Daniel Hublet, candidat-membre effectif;
b) Mme Catherine Roba-Rabier, candidate suppléante;

présentés par Mme Catherine Roba-Rabier, membre du Conseil communal d'Uccle;

3. a) M. Serge Minet, candidat-membre effectif;
b) Mme Maëlle De Brouwer, candidate suppléante;

présentés par M. Thibaud Wyngaard, membre du Conseil communal d'Uccle;

4. a) Mme Amina Bakkali, candidate-membre effectif;
b) Mme Claudine Verstraeten, candidate suppléante;

présentées par Mme Claudine Verstraeten, membre du Conseil communal d'Uccle;

Vu la liste des candidats arrêtée sur base desdites présentations et libellée comme suit :

<u>Nom, prénom</u>	<u>Résidence principale à Uccle</u>
<u>Candidate-membre effectif</u> MAISON Joëlle	Rue Langeveld, 109
<u>Candidate suppléante</u> BAUMERDER Lucile	Avenue Hamoir, 25C
<u>Candidat-membre effectif</u> HUBLET Daniel	Avenue des Statuaires, 51
<u>Candidate suppléante</u> ROBA-RABIER Catherine	Rue Langeveld, 78
<u>Candidat-membre effectif</u> MINET Serge	Rue Langeveld, 21
<u>Candidate suppléante</u> DE BROUWER Maëlle	Rue Geleytsbeek, 29
<u>Candidate-membre effectif</u> BAKKALI Amina	Avenue Wolvendael, 3
<u>Candidat suppléant</u> VERSTRAETEN Claudine	Avenue de Beersel, 41

Constate que le nombre de candidats présentés correspond au nombre de postes à pourvoir.

Et décide dès lors à l'unanimité, de désigner les candidats présentés comme membres de la Commission Communale de l'Accueil.

Par conséquent, Le Bourgmestre, en constatant les élus membres effectifs de la Commission communale de l'Accueil ainsi que leur suppléant respectif, proclame le résultat de l'élection en séance publique.

Sont élus membres effectifs de la Commission communale de l'Accueil :	Les candidats, présentés comme suppléant pour chaque membre effectif élu mentionné en regard, sont, de plein droit, les suppléants de ces membres effectifs élus
1. Mme Joëlle MAISON	Mme Lucile BAUMERDER
2. M. Daniel HUBLET	Mme Catherine ROBA-RABIER
3. M. Serge MINET	Mme Maëlle DE BROUWER
4. Mme Amina BAKKALI	Mme Claudine VERSTRAETEN

La présente délibération sera transmise à l'ONE (Service ATL).

Onderwerp 4C – 1 : **Buitenschoolse opvang.- Samenstelling van de Gemeentelijke Opvangcommissie.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 juli 2003, betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het bovenvermelde decreet en meer bepaald in zijn artikel 2;

Aangezien de Gemeenteraadsleden vier leden en hun werkende opvolger moeten aanwijzen, naast het lid dat door het College van Burgemeester en Schepenen wordt aangewezen voor de coördinatie van de opvang tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang en dat ambtshalve zal zetelen;

Gelet op de volgende 4 akten van voordracht :

1. a) Mevr. Joëlle Maison, kandidaat-werkend lid;

b) Mevr. Lucile Baumerder, kandidaat opvolger;

voorgedragen door de h. Emmanuel De Bock, lid van de Gemeenteraad van Ukkel;

2. a) De h. Daniel Hublet, kandidaat-werkend lid;

b) Mevr. Catherine Roba-Rabier, kandidaat-opvolger;

voorgedragen door Mevr. Catherine Roba-Rabier, lid van de Gemeenteraad van Ukkel;

3. a) De h. Serge Minet, kandidaat-werkend lid;

b) Mevr. Maëlle De Brouwer, kandidaat-opvolger;

voorgedragen door de h. Thibaud Wyngaard, lid van de Gemeenteraad van Ukkel;

4. a) Mevr. Amina Bakkali, kandidaat-werkend lid;

b) Mevr. Claudine Verstraeten, kandidaat-opvolger;

voorgedragen door Mevr. Claudine Verstraeten, lid van de Gemeenteraad van

Ukkel;

<u>Naam, voornaam</u>	<u>Hoofdverblijfplaats te Ukkel</u>
<u>Kandidaat-werkend lid</u> MAISON Joëlle	Langeveldstraat, 109
<u>Kandidaat-opvolger</u> BAUMERDER Lucile	Hamoirlaan, 25C
<u>Kandidaat-werkend lid</u> HUBLET Daniel	Beeldhouwerslaan, 51
<u>Kandidaat-opvolger</u> ROBA-RABIER Catherine	Langeveldstraat, 78
<u>Kandidaat-werkend lid</u> MINET Serge	Langeveldstraat, 21
<u>Kandidaat-opvolger</u> DE BROUWER Maëlle	Geleytsbeekstraat, 29
<u>Kandidaat-werkend lid</u> BAKKALI Amina	Wolvendaellaan, 3
<u>Kandidaat-opvolger</u> VERSTRAETEN Claudine	Beersellaan, 41

Stelt vast dat het aantal voorgedragen kandidaten overeenkomt met het aantal in te vullen plaatsen,

En beslist bijgevolg met eenparigheid van stemmen om de voorgedragen kandidaten aan te wijzen als leden van de Gemeentelijke Opvangcommissie.

Na vaststelling van de verkozen werkende leden van de Gemeentelijke opvangcommissie en hun respectievelijke opvolger maakt de Burgemeester in openbare zitting de uitslag van de verkiezing bekend.

Zijn verkozen tot werkende leden van de Gemeentelijke Opvangcommissie:	De kandidaten, verkozen als opvolger voor elk hierna vermeld verkozen werkend lid, zijn van rechtswege de opvolgers van deze verkozen werkende leden
1. Mevr Joëlle MAISON	Mevr. Lucile BAUMERDER
2. De h. Daniel HUBLET	Mevr. Catherine ROBA-RABIER
3. De h. Serge MINET	Mevr. Maëlle DE BROUWER
4. Mevr. Amina BAKKALI	Mevr. Claudine VERSTRAETEN

De onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan het ONE (Dienst ATL).

6A – 1 Adhésion de la Commune d’Uccle au décret flamand sur la politique culturelle locale et engagement d’un "Cultuurbeleidscoördinator" en 2013.

Mme l'échevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot explique qu'un « cultuurbeleidscoördinator » serait engagé pour coordonner toutes les A.S.B.L. néerlandophones, la bibliothèque et le Candelaershuys. Cette personne devrait être engagée au mois de juin ou juillet, serait en 2013 à charge de la Commune et à partir de 2014, si le plan est accepté, serait subventionnée par la Vlaamse Gemeenschap.

De h./M. Vanraes bedankt het college en de burgemeester voor deze snelle uitvoering van een akkoord dat we al een tijdje geleden gesloten werd. De h. Vanraes is bijzonder verheugd omdat die dit de verderzetting is van een politiek dat de gemeente al lang voert. We hebben al lang afstand genomen van communautaire discussies en beseffen allemaal dat de twee gemeenschappen het nodige moeten doen om een dienst aan te bieden aan de ganse bevolking. En de ganse Ukkelse bevolking, dat is meer dan 120 verschillende mensen met verschillende oorsprong. Die 120 mensen van verschillende oorsprong moeten bediend worden door onze tweetalige gemeenschappen waar ze hun vrije keuze hebben om beroep op te doen, één keer op de ene en één keer op de andere. De h. Vanraes vindt dat een hele goede zaak en vindt het ook heel positief dat de gemeente daarop inspeelt. Mevrouw de schepen heeft daar een enorme inspanning gedaan ook naar de bibliotheek toe die een succesverhaal geworden is. We hebben nu iets meer dan 2.600 ingeschrevenen en dat bewijst dat de ganse Ukkelse bevolking, van welke origine ook, daar een beroep op doet. Ze gaan nu naar de Franstalige bibliotheek dan naar de Nederlandstalige bibliotheek. Zo is het en zo moet het zijn. De h. Vanraes vindt dat heel positief en hoopt dat die toekomstige coördinator zich optimaal zal inspannen in het belang van de ganse Ukkelse bevolking.

De h./M. Cornelis wil zich als oud-voorzitter van het Canderlaershuys en voorzitter van de adviesraad van de bibliotheek absoluut aansluiten bij deze lovende woorden van de h. Jean-Luc Vanraes. De h. Cornelis bedankt nogmaals de burgemeester, het college en in het bijzonder natuurlijk ook mevr. Gol en de h. schepen Cools voor al de inspanningen die geleverd zijn in dit dossier.

Objet 6A – 1 : Adhésion de la Commune d’Uccle au décret flamand sur la politique culturelle locale et engagement d’un "Cultuurbeleidscoördinator" en 2013.

Le Conseil,

Vu le décret de la Vlaamse Gemeenschap du 6 juillet 2012 concernant la politique culturelle locale des Communes Bruxelloises, qui remplace le décret du 13 juillet 2001 concernant la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale;

Vu que ce décret permet à la Commune de développer une politique culturelle locale néerlandophone par la subsidiation d'un membre du personnel;

Vu que ce membre "cultuurbeleidscoördinator" est engagé par la Commune et rémunéré par la Vlaamse Gemeenschap (VG), via un subside annuel qui couvre l'engagement à temps plein et les frais de fonctionnement pour un montant de 56.000 €;

Vu que le subside accordé à partir de 2014 sera perçu en 2015;

Vu le profil de fonction :

- coordination des différents aspects de la politique culturelle de la commune;
- encadrement des processus pour l'établissement, l'exécution et l'évaluation du plan de politique culturelle locale;
- rédaction du plan de politique culturelle, le plan d'action et le rapport de fonctionnement;

Vu que pour être reconnue, la Commune doit :

A la Vlaamse Gemeenschap (VG) :

- annoncer par écrit avant le 1er avril 2013 l'intention d'entrer dans le décret;

- introduire un dossier avant le 31 décembre 2013 dans lequel elle démontre qu'elle possède :

- un cultuurbeleidscoördinator au niveau A ou B (identique à la BIB NL);
- une convention avec la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) au sujet de l'utilisation du Gemeenschapscentrum Candelaershuys;
- une bibliothèque reconnue par la VG;
- un accord avec la commune pour mettre à disposition des données par rapport à la politique culturelle communale;
- introduction à la VGC et la VG d'un plan de politique culturelle d'une durée de 6 ans, qui contient :

- les choix de politique et priorités dans la forme de buts stratégiques qui s'ajoutent aux priorités de politique flamandes;
- le soutien financier et matériel et autre qui soutient le travail culturel;
- une description des initiatives de la contribution de la population;
- une description de la manière dont la population est informée par le plan politique culturelle;

- un conseil d'avis composé de spécialistes à l'exception de tout élu;

A la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) :

- une convention avec la VGC dans laquelle la Commune s'engage sur quelques points;

- avant le 31 décembre 2013 il faut rentrer un plan de politique culturelle pour avis. La VGC doit obligatoirement donner un avis à la VG sur les plans de politique culturelle des communes Bruxelloises;

(voir le décret du 6 juillet 2012 et la conclusion d'exécution du 26 octobre 2012);

Vu que la Commune d'Uccle possède une bibliothèque et un centre culturel flamands;

Vu que le plan de politique culturelle - établi pour 6 ans - doit être introduit avant le 31 décembre 2013 à la Vlaamse Gemeenschap;

Qu'il doit préalablement être soumis à l'avis du comité de gestion de la bibliothèque et du Gemeenschapscentrum Candelaershuys;

Qu'il doit recevoir l'aval du Collège des Bourgmestre et Echevins et du Conseil communal et qu'ensuite l'avis de la VGC doit être obtenu;

Que le cultuurbeleidscoördinator devrait être engagé par la Commune dès 2013 pour préparer ce Plan;

Vu que au plus tard le 31 mars 2014, l'administration (VGC) communique si le plan de politique culturelle est accepté - s'il n'est pas accepté le subside est annulé à partir du premier jour du mois qui suit cet avis;

Vu le décret du 6 juillet 2012 concernant la politique culturelle locale des Communes Bruxelloises, qui remplace le décret du 13 juillet 2001 concernant la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Autorise l'adhésion de la Commune d'Uccle au décret flamand sur la politique culturelle locale et l'engagement d'un Cultuurbeleidscoördinator en 2013.

Des extraits de la présente délibération seront envoyés au Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale et au Ministre de la Communauté Flamande.

Onderwerp 6A – 1 : **Instap van de Gemeente Ukkel in het decreet op het lokaal cultuurbeleid en aanwerving van een "Cultuurbeleidscoördinator" in 2013.**

De Raad,

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid Brusselse Gemeenten dat het decreet van 13 juli 2001 betreffende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid vervangt;

Gezien dat dit decreet aan de Gemeente toelaat een lokaal cultuurbeleid te voeren door de subsidiering van een personeelslid;

Gezien dat deze voltijdse "cultuurbeleidscoördinator" door de Gemeente wordt aangeworven en door de Vlaamse Gemeenschap (VG) wordt uitbetaald via een jaarlijkse subsidie van 56.000 € die de aanwerving en de kosten ter uitvoering van het cultuurbeleidsplan dekt;

Gezien dat deze subsidie wordt toegekend vanaf 2014 en zal uitbetaald worden in 2015;

Gezien het functieprofiel :

- de coördinatie van de verschillende aspecten van het gemeentelijk cultuurbeleid,
- de begeleiding van de processen die verbonden zijn aan de opmaak, de uitvoering en de evaluatie van het cultuurbeleidsplan,
- de redactie van het cultuurbeleidsplan en van het voortgangsrapport;

Gezien dat om erkend te worden, moet de Gemeente :

Bij de Vlaamse Gemeenschap (VG) :

- een schrijven richten voor 1 april 2013 om aan te kondigen dat zij de intentie heeft om in het decreet te stappen;
- voor 31 december 2013 een dossier indienen waarin zij aantoont dat zij beschikt over :
 - een "cultuurbeleidscoördinator" op A of B niveau (identiek als de bibliotheek);
 - een overeenkomst met de Vlaamse Gemeenschapscommissie over het gebruik van het gemeenschapscentrum Candelaershuys;
 - een door de Vlaamse Gemeenschap erkende bibliotheek;
 - een akkoord van de gemeente om gegevens ter beschikking te stellen met betrekking tot het gemeentelijk cultuurbeleid;
- een bij de VGC en de VG ingediend cultuurbeleidsplan, dat bevat :
 - beleidskeuzes en beleidsprioriteiten in de vorm van strategische doelstellingen die invulling geven aan de Vlaamse beleidsprioriteiten
 - de financiële, materiële en andere ondersteuning van het culturele werk door de Gemeente
 - een ruime en diverse participatie van de bevolking
 - beschrijving van de wijze waarop de bevolking wordt geïnformeerd over het cultuurbeleidsplan

- een adviesraad voor cultuur met uitgezonderd de verkozenen;

Bij de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) :

- een overeenkomst afgesloten met de VGC waarin de Gemeente zich tot een aantal zaken engageert;
- voor 1 december 2013 bij de VGC het cultuurbeleidsplan indienen voor advies. De VGC moet verplicht een advies overmaken aan de Vlaamse Gemeenschap over de cultuurbeleidsplannen van de Brusselse Gemeenten;

(zie het decreet van 6 juli 2012 en het uitvoeringsbesluit van 26 oktober 2012);

Gezien dat de Gemeente over een bibliotheek en een gemeenschapscentrum beschikt

Gezien dat het cultuurbeleidsplan wordt opgesteld voor een periode van 6 jaar en voor 31 december 2013 bij de Vlaamse Gemeenschap ingediend zijn;

Gezien dat de beheersorganen van de bibliotheek en het gemeenschapscentrum Candelaershuys officieel advies uitbrengen bij de opmaak van het cultuurbeleidsplan;

Gezien dat het cultuurbeleidsplan door het College van Burgemeester en Schepenen en daarna door de VGC moet goedgekeurd worden;

Gezien dat de "cultuurbeleidscoördinator" door de Gemeente moet aangeworven zijn in de loop van 2013 teneinde dit cultuurbeleidsplan voor te bereiden;

Gezien dat de VGC ten laatste op 31 maart 2014 meedeelt of het cultuurbeleidsplan wordt aanvaard - indien niet - dan vervalt de subsidie vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de kennisgeving;

Gelet op het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 6 juli 2012 betreffende het Lokaal Cultuurbeleid Brusselse Gemeenten dat het decreet van 13 juli 2001 betreffende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid vervangt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Keurt de instap van de Gemeente Ukkel in het decreet van het Lokaal Cultuurbeleid goed, evenals de aanwerving van een Cultuurbeleidscoördinator in 2013.

Uittreksels van deze beraadslaging worden naar de Minister – President van Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en naar de minister van de Vlaamse Overheid gestuurd.

Objet 8A – 1 : Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 20 février 2013 - Bâtiments administratifs, rue Auguste Danse, 25 - Aménagement et modernisation du 3ème étage du bâtiment avant et du bâtiment arrière (EA 31) - Dépassement de la dépense de 41.600,33 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;

- 20 février 2013 - Ecole "Les Bouleaux" - Rafraîchissement des locaux et remplacement du préau (EA 4) - Dépassement de la dépense de 31.556,30 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/96;

- 20 février 2013 - Conciergerie fidèles - Mise en conformité suite au rapport de l'expert : finitions intérieures - 60.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;

- 20 février 2013 - Bâtiment, chaussée d'Alseberg, 860 : inertisation de citernes à mazout - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;

- 20 février 2013 - Maison communale - Divers aménagements intérieurs (EA 16) - Dépassement de la dépense de 39.800,46 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;

- 20 février 2013 - Ecole du Val Fleuri - Aménagement de l'ancienne piscine (2ème phase) (EA 5) - Dépassement de la dépense de 14.707,62 € (T.V.A. comprise) - Article 722/723-60/96;

- 20 février 2013 - Suivi de chantiers, contrat de performance énergétique, audits... - Mission d'étude et de conseil - Problèmes relatifs aux techniques spéciales - 70.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/85 - Emprunt;

- 27 février 2013 - Prégardiennat de Saint-Job - Réaménagements (EA 13) - Dépassement de la dépense de 49.659,15 € (T.V.A. comprise) - Article 84402/723-60/96;

- 27 février 2013 - Prégardiennat de Saint-Job - Réaménagements (EA 14) - Dépassement de la dépense de 36.622,09 € (T.V.A. comprise) - Article 84402/723-60/96;

- 27 février 2013 - Bâtiment administratif, rue Auguste Danse, 25 - Aménagement et modernisation du 3ème étage du bâtiment avant et du bâtiment arrière (EA 32) - Dépassement de la dépense de 15.567,38 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;

- 6 mars 2013 - Réfection de sentiers vicinaux (exercice 2013) - 80.898,29 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;

- 6 mars 2013 - Ecole maternelle du Homborch : installation d'une clôture de séparation - 10.000 € (T.V.A. comprise) - Article 721/725-60/85 - Emprunt;
- 6 mars 2013 - Maison communale - Divers aménagements intérieurs (EA 17) - Dépassement de la dépense de 13.351,68 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;
- 20 mars 2013 - Service Voirie + Conciergerie : rénovation chaufferie - 60.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt.

Onderwerp 8A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 20 februari 2013 - Administratieve gebouwen, Auguste Dansestraat, 25 - Inrichting en modernisering van de derde verdieping van het voor- en achtergebouw (VS 31) - Overschrijding van de uitgave met 41.600,33 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 20 februari 2013 - School "Les Bouleaux" - Oprissing van de lokalen en vervanging van de overdekte speelplaats (VS 4) - Overschrijding van de uitgave met 31.556,30 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/96;
- 20 februari 2013 - Huisbewaarderwoning Gelovigenstraat - In gelijkvormigheidstelling na het rapport van de expert : binnenafwerkingen - 60.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 20 februari 2013 - Gebouw, Alsebergsesteenweg, 860 : opvullen van afgedankte mazouttanks - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 20 februari 2013 - Gemeentehuis - Verschillende binneninrichtingen (VS 16) - Overschrijding van de uitgave met 39.800,46 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 20 februari 2013 - Val Fleurischool - Inrichting van het oude zwembad (2de fase) (VS 5) - Overschrijding van de uitgave 14.707,62 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/723-60/96;
- 20 februari 2013 - Opvolgen van werven, contract energieverbruik, audits... - Studie- en raadgevingopdracht - Problematiek met betrekking tot speciale technieken - 70.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/85 - Lening;
- 27 februari 2013 - Peutertuin van Sint-Job - Herinrichtingen (VS 13) - Overschrijding van de uitgave met 49.659,15 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84402/723-60/96;
- 27 februari 2013 - Peutertuin van Sint-Job - Herinrichtingen (VS 14) - Overschrijding van de uitgave met 36.622,09 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84402/723-60/96;
- 27 februari 2013 - Administratief gebouw, Auguste Dansestraat, 25 - Inrichting en modernisering van de derde verdieping van het voor- en achtergebouw (VS 32) - Overschrijding van de uitgave met 15.567,38 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 6 maart 2013 - Herstelling van buurtwegen (dienstjaar 2013) - 80.898,29 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 6 maart 2013 - Kleuterschool Homborch : installatie van een scheidingswand - 10.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/725-60/85 - Lening;
- 6 maart 2013 - Gemeentehuis - Verschillende binneninrichtingen (VS 17) - Overschrijding van de uitgave met 13.351,68 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 20 maart 2013 - Service Wegendienst + Huisbewaarderwoning : renovatie verwarming - 60.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening.

Objet 8A – 2 : Rue Engeland.- Adoption provisoire d'un plan général d'alignement entre l'avenue Dolez et l'avenue d'Homborchveld.

Le Conseil,

Vu qu'il existe déjà un plan général d'alignement de la rue Engeland, adopté définitivement par le Conseil communal en date du 10 février 1947, mais qui ne fut cependant pas décrété par un Arrêté Royal comme la procédure l'indiquait à l'époque;

Vu que ce plan d'alignement prévoyait une mise à largeur de 15 m sur le tronçon avenue Dolez - avenue de la Gazelle, et de 12 mètres sur le tronçon avenue de la Gazelle - avenue d'Homborchveld;

Attendu que ce plan d'alignement est obsolète et doit être revu en fonction des impératifs nouveaux énoncés ci-après;

Attendu que le carrefour situé à la jonction des avenues Dolez, des Hospices et rue Engeland devrait être réaménagé, ce qui nécessite un surcroît d'espace;

Vu que la rue Engeland est bordée de deux importants projets immobiliers, les lotissements 475bis "Clos de la Charmeraie & Andrée de Jongh" et 476bis "Plateau Engeland";

Attendu que ces deux lotissements nécessitent l'aménagement de la voirie existante car celle-ci est inadaptée à l'accroissement du trafic qui découlera de la construction des nouveaux logements;

Vu le permis de lotir n° 475 bis "Clos de la Charmeraie & Andrée de Jongh", déjà réalisé, pour lequel le Conseil communal avait accepté de réduire la largeur entre alignements de la rue Engeland de 15 mètres à 12 mètres;

Vu le permis de lotir n° 475 bis "Plateau Engeland", lequel impose au lotisseur les frais de construction de nouveaux aménagements aux deux carrefours formés par la rue Engeland avec les deux extrémités de l'avenue de la Gazelle;

Vu le procès-verbal de bornage intervenu entre la Commune et l'Association Momentanée Plateau Engeland en date du 11 octobre 2002, PV validé par le Collège et sur lequel sont basés le permis de lotir et le permis d'urbanisme tendant à la création des voiries;

Vu le permis de bâtir n° 16-24013-1965 délivré à la Province de Brabant pour la construction de l'Institut Pasteur;

Vu que le Collège, en séance du 24 mars 1965, a émis comme condition à l'avis favorable au permis de bâtir précité "que l'élargissement de la rue Engeland soit réalisé en même temps qu'un nouvel égout pour cette artère, aux frais exclusifs de la Province";

Attendu que cet égout fut bien construit mais en dehors de l'alignement de 1947 (à 15 mètres) et que l'élargissement de la voirie n'a jamais été réalisé;

Attendu cependant que la clôture à front de l'Institut Pasteur a été implantée à 17 mètres de l'alignement opposé, tendant à accréditer le projet d'élargissement;

Attendu que le dit collecteur d'égout posé par la Régie des Bâtiments lors de la construction de l'Institut Pasteur se trouve en moyenne à 16 mètres de l'alignement opposé et qu'il s'indique que cet égout soit situé en domaine public;

Vu que le tronçon amont de la rue Engeland est fréquenté par la ligne de bus STIB n°43 et que le passage du bus est problématique en raison de la faible largeur de la voirie;

Attendu que la partie amont de la rue Engeland présente un déficit chronique en emplacements de stationnement;

Vu que le service technique de la Voirie a déposé une demande de permis d'urbanisme pour le réaménagement du tronçon amont de la rue Engeland au droit du lotissement "Clos Andrée de Jongh" et de l'Institut Pasteur;

Attendu que la récente pose d'un collecteur d'égout dans la portion aval de la rue Engeland nécessite la réfection totale de cette voirie;

Vu la demande de permis d'urbanisme n° 16-39674-2010 pour lequel la société anonyme Samarkand Properties a sollicité la modification de l'alignement à l'angle des rue Engeland et avenue de la Gazelle;

Vu que cette demande de modification d'alignement a été approuvée provisoirement par le Collège en date du 20 février 2013, pour adoption définitive conjointement avec le présent plan général d'alignement;

Attendu que le Service de la Voirie a élaboré un projet de plan général d'alignement portant sur le tronçon de la rue Engeland compris entre l'avenue Dolez et l'avenue d'Homborchveld;

Attendu que seul le Conseil communal peut décider, après enquête publique, de décréter un plan général d'alignement,

Décide, par 27 voix pour et 6 abstentions :

- a) d'approuver provisoirement le plan général d'alignement de la rue Engeland;
- b) d'inviter le Collège à organiser la consultation publique.

Onderwerp 8A – 2 : **Engelandstraat.- Voorlopige aanneming van een algemeen rooilijnplan tussen de Dolez- en de Homborchveldlaan.**

De Raad,

Aangezien er al een algemeen rooilijnplan voor de Engelandstraat bestaat, aangenomen door de gemeenteraad op 10 februari 1947, maar dat dit nooit in een Koninklijk Besluit is afgekondigd zoals de procedure toen voorzag;

Aangezien dit rooilijnplan voorzag dat de breedte tot 15 meter werd gebracht op het weggedeelte tussen de Dolezlaan en de Gazellelaan, en tot 12 meter op het weggedeelte tussen de Gazellelaan en de Homborchveldlaan;

Aangezien dit rooilijnplan voorbijgestreefd is en herzien moet worden rekening houdend met de hierna volgende vereisten;

Aangezien het kruispunt aan de kruising met de Dolezlaan, de Godshuizenlaan en de Engelandstraat heraangelegd zou moeten worden, wat meer ruimte vereist;

Aangezien de Engelandstraat omzoomd is door twee grote vastgoedprojecten, de verkavelingen 475bis "Charmeraiegarde & Andrée de Jongh" en 476bis "Engelandplateau";

Aangezien deze twee verkavelingen een aanleg van de bestaande weg vergen omdat de bestaande weg onaangepast is aan het verkeer dat de bouw van de nieuwe woningen met zich mee zal brengen;

Gelet op verkavelingsvergunning nr. 475bis "Charmeraiegarde & Andrée de Jongh", die al uitgevoerd is, en waarvoor de gemeenteraad heeft aanvaard de breedte tussen de rooilijnen van de Engelandstraat te verkleinen van 15 tot 12 m;

Gelet op verkavelingsvergunning nr. 475bis "Engelandplateau" waarin aan de verkavelaar de kosten worden opgelegd van de aanleg van een nieuwe inrichting aan de twee kruispunten met de Engelandstraat met de twee uiteinden van de Gazellelaan;

Gelet op het proces-verbaal voor de afpaling tussen de gemeente en de tijdelijke vereniging Engelandplateau van 11 oktober 2002, een PV dat bekrachtigd is door het college en waarop de verkavelingsvergunning en de stedenbouwkundige vergunning voor de aanleg van de wegen zijn gebaseerd;

Gelet op bouwvergunning nr. 16-24013-1965, afgeleverd bij de provincie Brabant voor het bouwen van het Pasteurinstituut;

Aangezien het college in zitting van 24 maart 1965 als voorwaarde voor het gunstig advies op bovenstaande bouwvergunning heeft opgelegd dat de verbreding van de Engelandstraat gelijktijdig uitgevoerd wordt met een nieuwe riolering voor deze as, uitsluitend op de kosten van de provincie;

Aangezien deze riolering effectief gebouwd is, maar buiten de rooilijn van 1947 (op 15 meter), en dat de verbreding van de weg nooit is uitgevoerd;

Aangezien de omheining aan de voorzijde van het Pasteurinstituut echter op 17 meter van de overstaande rooilijn is ingeplant, wat het ontwerp van de verbreding lijkt te bekrachtigen;

Aangezien de door de Regie der Gebouwen tijdens de bouw van het Pasteurinstituut geplaatste rioolcollector zich gemiddeld op 16 meter van de overstaande rooilijn bevindt en het aangewezen is dat deze riolering zich op openbaar domein bevindt;

Aangezien het weggedeelte bergopwaarts van de Engelandstraat gebruikt wordt door MIVB-buslijn 43 en de bus moeilijk door kan omwille van de geringe wegbreedte;

Aangezien het bergopwaartse deel van de Engelandstraat een chronisch tekort aan parkeerplaatsen heeft;

Aangezien de Technische Wegendienst een aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning heeft ingediend voor de heraanleg van het weggedeelte bergopwaarts van de Engelandstraat ter hoogte van de verkaveling "Andrée De Jonghgaarde" en het Pasteurinstituut;

Aangezien het door het recente plaatsen van een rioolcollector in het bergafwaartse deel van de Engelandstraat nodig is deze weg volledig opnieuw aan te leggen;

Gelet op de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning nr. 16-39674-2010 waarvoor de naamloze vennootschap Samarkand Properties de wijziging heeft aangevraagd van de rooilijn op de hoek van de Engelandstraat en de Gazellelaan;

Aangezien deze aanvraag tot wijziging van de rooilijn voorlopig is goedgekeurd door het college op 20 februari 2013, voor definitieve aannamen samen met het onderhavige rooilijnplan;

Aangezien de Wegendienst een ontwerp van algemeen rooilijnplan heeft opgesteld voor het weggedeelte van de Engelandstraat tussen de Dolezlaan en de Homborchveldlaan;

Aangezien alleen de gemeenteraad na openbaar onderzoek kan besluiten een rooilijnplan aan te nemen,

Beslist, met 27 stemmen voor en 6 onthoudingen :

- a) het algemeen rooilijnplan van de Engelandstraat voorlopig goed te keuren;
- b) het College te verzoeken een openbare raadpleging te organiseren.

Objet 8A – 3 : Avenue Paul Stroobant.- Adoption provisoire d'un plan général d'alignement entre le Dieweg et le n° 41.

Le Conseil,

Attendu que l'avenue Paul Stroobant est actuellement constituée d'une chaussée étroite sans trottoirs, résultant de l'asphaltage de l'ancien chemin vicinal n° 41;

Attendu que ce chemin est en réalité une servitude publique sur fonds privés, ce qui limite la possibilité pour la Commune de l'aménager en fonction des contraintes de circulation actuelles;

Vu qu'il existe déjà un plan général d'alignement de l'avenue Paul Stroobant, validé par un arrêté royal du 22 mai 1956, lequel prévoyait une mise à largeur de 12m entre le Dieweg et l'entrée du club de sports ainsi que la translation de la partie centrale le long des maisons;

Attendu que ce plan d'alignement répondait initialement à des impératifs d'aménagement urbain aujourd'hui obsolètes et qu'il doit donc être révisé en fonction des impératifs nouveaux énoncés ci-après;

Attendu que ce plan d'alignement prévoyait un rayon de courbure de 200 mètres pour longer les maisons existantes, ce qui l'éloignait sensiblement de l'assiette du chemin vicinal n° 18 et réduit la superficie disponible en un seul tenant pour l'école alors que la Communauté Française désire conserver son terrain pour des impératifs de normes d'espace récréatif par enfant;

Attendu que ce plan d'alignement ne fut jamais mis en application, et qu'au contraire, l'école de la Communauté Française a reçu l'autorisation de construire une clôture sur la zone destinée à être acquise par la Commune;

Attendu que la configuration actuelle de l'avenue Paul Stroobant avec une largeur moyenne de 3,50 mètres est inadaptée au trafic important qu'elle subit en raison de la présence du Service Vert de la Commune, de la Brigade Canine de la Police, du Tennis Club de l'Observatoire, du hall omnisport communal, de l'école de la Communauté Française et des habitations;

Attendu que des groupes scolaires se rendent au hall omnisport à pied alors qu'il n'existe aucun cheminement piéton sécurisé depuis le Dieweg, ce qui oblige les rangs à partager la chaussée avec les camions communaux et les voitures des clients du club de sport;

Attendu que l'Avenue Paul Stroobant présente un déficit chronique en emplacements de stationnement et qu'il s'indique d'en créer au droit de l'école et de la salle omnisport;

Attendu que le revêtement de l'avenue est en mauvais état et nécessite une réfection et qu'il s'indique d'en profiter pour réaménager l'avenue afin d'en améliorer la sécurité;

Attendu que l'avenue Paul Stroobant est encore dépourvue d'égout, et que la pose de ce dernier nécessite de clarifier l'assiette définitive de la chaussée;

Attendu que les éléments ci-dessus mettent en évidence un problème de sécurité quant à la cohabitation entre les camions, les voitures particulières et les piétons;

Attendu que les installations techniques des sociétés concessionnaires sont déjà en grande partie placées le long de la limite ouest de l'avenue;

Attendu que le Service Technique de la Voirie a élaboré un projet de plan général d'alignement portant sur le tronçon compris entre le Dieweg et l'entrée du club de sport sis au n°44;

Attendu que seul le Conseil Communal peut décider, après enquête publique, de décréter un plan général d'alignement,

Décide :

- a) d'approuver provisoirement le plan général d'alignement de l'avenue Paul Stroobant;
- b) d'inviter le Collège à organiser la consultation publique.

Onderwerp 8A – 3 : Paul Stroobantlaan.- Voorlopige aanneming van een algemeen rooilijnplan tussen de Dieweg en het nr 41.

De Raad,

Aangezien de Paul Stroobantlaan momenteel bestaat uit een smalle rijweg zonder trottoirs, het resultaat van het asfalteren van de oude buurtweg nr. 41;

Aangezien deze weg in feite een openbare dienstbaarheid is op privéterrein, wat voor de gemeente de mogelijkheden beperkt om de weg aan te leggen in functie van de huidige verkeersdruk;

Aangezien er al een algemeen rooilijnplan bestaat voor de Paul Stroobantlaan, bekrachtigd bij koninklijk besluit van 22 mei 1956, waarin voorzien wordt de breedte te brengen tot 12 m tussen de Dieweg en de ingang van de sportclub alsook de overdracht van het centrale deel langs de huizen;

Aangezien dit rooilijnplan oorspronkelijk voldeed aan eisen van een stedelijke aanleg die vandaag voorbijgestreefd zijn en het dus herzien moet worden gelet op de nieuwe hierna volgende vereisten;

Aangezien dit rooilijnplan een kromtestraal van 200 meter voorzag langs de bestaande huizen, wat gevoelig afweek van de bedding van buurtweg nr. 18 en wat de aaneenliggende beschikbare oppervlakte voor de school beperkte terwijl de Franse Gemeenschap haar terrein wenst te behouden omwille van de vereisten voor speelruimtenormen per kind;

Aangezien dit rooilijnplan nooit is uitgevoerd en de school van de Franse Gemeenschap integendeel de toelating heeft gekregen om een omheining te plaatsen op de zone die bestemd is om verworven te worden door de gemeente;

Aangezien de huidige aanleg van de Paul Stroobantlaan met een gemiddelde breedte van 3,50 meter onaangepast is aan de hoge verkeersdruk in de laan, door de aanwezigheid van de gemeentelijke Groendienst, de Hondenbrigade van de politie, de Tennisclub van het Observatorium, de gemeentelijke omnisportzaal, de school van de Franse Gemeenschap en de woningen;

Aangezien groepen schoolkinderen te voet naar de omnisportzaal gaan terwijl er geen enkele veilige voetgangersweg is vanaf de Dieweg, waardoor ze verplicht zijn de rijbaan te delen met de gemeentelijke vrachtwagens en de auto's van de klanten van de sportclub;

Aangezien de Paul Stroobantlaan een chronisch tekort heeft aan parkeerplaatsen en het dus aangewezen is er te voorzien ter hoogte van de school en de omnisportzaal;

Aangezien de verharding van de laan in slechte staat is en een heraanleg vereist, en het aangewezen is van de gelegenheid gebruik te maken om de laan opnieuw aan te leggen en er de veiligheid te verbeteren;

Aangezien er in de Paul Stroobantlaan nog geen riolen liggen en het voor het leggen van riolen nodig is de definitieve bedding van de rijbaan vast te leggen;

Aangezien de bovenstaande elementen een veiligheidsprobleem aan het licht brengen op het vlak van het samenleven van vrachtwagens, privévoertuigen en voetgangers;

Aangezien de technische installaties van de concessiehouders al voor een groot deel geplaatst zijn langs de westelijke grens van de laan;

Aangezien de Technische Wegendienst een ontwerp van algemeen rooilijnplan heeft opgesteld voor het weggedeelte tussen de Dieweg en de ingang van de sportclub aan het nr. 44;

Aangezien alleen de gemeenteraad na openbaar onderzoek kan besluiten een rooilijnplan aan te nemen,

Beslist :

a) Het algemeen rooilijnplan van de Paul Stroobantlaan voorlopig goed te keuren;

b) Het College te verzoeken een openbare raadpleging te organiseren.

Objet 8A – 4 : Ecole du Val Fleuri.- Extension du préau.- Approbation de la modification du cahier de charges.

Le Conseil,

Vu la séance du 13 septembre 2011 (objet 4A-515) par laquelle le Collège a approuvé le cahier des charges des travaux cités en objet, notamment le paiement qui devait se faire sans mensualité et en fin de chantier;

Attendu les essais de sol ayant dû être réalisés, le délai d'exécution du chantier a dû être prolongé au-delà de ce qui était initialement prévu. Dès lors, le mode de paiement à l'entrepreneur devait être modifié en conséquence,

Décide de revoir sa décision quant au moyen de paiement, par mensualités au lieu du paiement unique prévu initialement au cahier de charges.

Onderwerp 8A – 4 : Val Fleurischool.- Uitbreiding van de overdekte speelplaats.- Goedkeuring van de wijziging van het bestek.

De Raad,

Gelet op de zitting van 13 september 2011 (onderwerp 4A-515) waarin het college het bestek voor de bovenvermelde werken goedkeurde, met name de betaling die zonder maandelijkse termijnen diende te geschieden aan het beëindigen van de werken;

Aangezien door de bodemproeven die uitgevoerd moesten worden de uitvoeringstermijn van de werf verlengd moest worden voorbij de oorspronkelijk voorziene termijn. De betalingswijze aan de aannemer moet bijgevolg overeenkomstig aangepast worden,

Beslist haar besluit te herzien met betrekking tot de betaalwijze, door maandelijkse termijnen in de plaats van de enige betaling die oorspronkelijk in het bestek was voorzien.

Objet 8A – 5.- Ecole des Eglantiers.- Remplacement de châssis (phase 2).- Approbation de la modification du mode de financement de la dépense.

M./de h. De Bock explique que l'autorité subsidiaire avait apparemment exigé des délais extrêmement courts (4 jours) pour rentrer un dossier de subside. A cause de ce délai fort court, ce dossier n'a pu rentrer à heure et à temps, d'où la perte de 75.000 € de subside de la Région bruxelloise. Ne faudrait-il pas réfléchir sur la politique de subsidiation mais aussi sur l'instauration d'une cellule spéciale voire même de travailler en collaboration avec d'autres communes ayant un personnel habitué à rentrer de tels dossiers et ce, afin de ne plus se retrouver dans cette situation et de pouvoir aller chercher, auprès des autorités subsidiaires, les informations exactes. Cela permettra de ne pas être pris par des délais trop courts. On

pourrait même envisager d'engager une personne, 70.000 € étant supérieur au salaire d'une personne travaillant toute l'année.

En raison de la perte du montant susmentionné, M. De Bock soumet l'idée au Collège de travailler sur ce point qui serait essentiel pour les finances communales.

Mme/Mevr. Dupuis précise que l'introduction d'un ensemble de dossiers, auprès d'un pouvoir subsidiant, ne signifie pas qu'on obtienne satisfaction sur tous les dossiers introduits. Il n'y a aucune discrimination sur ce sujet. Il est certain que toutes les demandes n'obtiendront pas satisfaction. L'idée consiste à laisser la Région financer mais aussi à ce que la Commune se mette en ordre de marche pour essayer d'obtenir des financements.

M./de h. Wyngaard souhaite savoir si le Collège a déjà émis une réflexion sur la question des moyens humains et sur la question de la rationalisation.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools explique qu'un appel à projets a eu lieu et que cinq dossiers ont été introduits dans un délai très court. Ensuite, nous avons attendu ± 1 an, pour apprendre que seulement deux dossiers ont été retenus pour des raisons budgétaires ou de choix. Le délai était à nouveau fort court pour introduire les cahiers des charges. Et finalement le dossier avec le montant budgétaire le plus élevé a été introduit, à savoir celui d'un montant de 144.000 €.

M. l'Echevin Cools n'est pas certain que le fait d'avoir un subside aurait permis d'établir un cahier des charges en quelques jours. La première chose est d'avoir quelqu'un qui veille sur les délais dans les poursuites administratives mais cela en est une autre d'avoir quelqu'un qui rédige les cahiers des charges. Ces dernières années, la politique a été de courir après les gros montants. Il existe des subsides d'environ un million d'euros pour la construction de la tribune à Uccle-sport, de 827.000 € pour la Ferme Rose, de 522.000 € pour le complexe Neerstalle,...

M. le Président/de h. Voorzitter suppose que d'autres dossiers pourraient aboutir si la Région respectait des délais convenables pour les administrations. L'Union des Villes et des Communes organise différentes formations où participent les fonctionnaires de différentes communes, y compris la Commune d'Uccle. Il est vrai qu'il faut améliorer l'efficacité afin de ne pas se trouver dans des situations telles que décrites ci-dessus.

M./de h. De Bock précise qu'il est difficile, pour le service et son Echevin, de lâcher une opportunité de co-financement. La Région devrait accorder des délais un peu plus réalistes. La création de nouvelles places dans les écoles a suscité l'introduction d'un dossier à la Communauté française qui l'a refusé en raison dudit délai. En effet, rentrer un dossier de cahier des charges sous un délai si court est compliqué.

Objet 8A – 5 : Ecole des Eglantiers.- Remplacement de châssis (phase 2).- Approbation du mode de financement de la dépense.

Le Conseil,

Attendu le budget 2012 prévoyant le financement de la dépense relative aux travaux cités en objet soit 80.000,00 EUR par demande de subsides;

Attendu que le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, autorité subsidiant, nous a informé que le maximum de la subvention s'élève à 75.020,00 EUR et qu'en conséquence l'Assemblée a, en séance du 27 septembre 2012, approuvé la modification du mode de financement de la dépense à savoir par subsides pour un montant de 75.020,00 EUR et par Fonds de réserve pour le solde de 4.980,00 EUR;

Vu qu'en séance du 18 septembre 2012 (objet 4A-677), le Collège a désigné l'entrepreneur des travaux cités en objet;

Attendu que ce dernier recevra prochainement la commande définitive pour les travaux de la seconde phase. Cette firme procédant actuellement au remplacement des châssis de la phase I et la phase II des travaux devrait se faire dans la foulée afin de réduire les perturbations dans l'organisation de l'école au vu de la quantité de châssis à remplacer;

Vu le dossier n'ayant pu être introduit dans les délais exigés par l'autorité subsidiante et ce en raison de priorité à des demandes de plus grandes importances, le montant prévu de 75.020,00 EUR ne nous a pas été octroyé;

Vu le montant prévu de 80.000,00 EUR devant être entièrement financé par notre Administration sous forme de demande d'emprunt,

Décide d'approuver la modification du mode de financement de la dépense, à savoir par demande d'emprunt pour le montant de 80.000,00 EUR.

Onderwerp 8A – 5 : School Eglantiers.- Vervanging van ramen (fase 2).- Goedkeuring van de wijziging van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien de begroting 2012 de financiering van de hierboven vermelde werken voor 80.000,00 EUR voorzag door subsidies aan te vragen;

Aangezien het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de subsidiërende overheid, ons heeft gemeld dat het maximumbedrag van de subsidie 75.020,00 EUR bedraagt en dat de vergadering bijgevolg in zitting van 27 september 2012 de wijziging van de financieringswijze voor de uitgave heeft goedgekeurd voor een bedrag van 75.020,00 EUR en het Reservefonds voor het saldo van 4.980,00 EUR;

Aangezien het college in zitting van 18 september 2012 (onderwerp 4A-677) de aannemer voor de hierboven vermelde werken heeft aangeduid;

Aangezien deze firma binnenkort de definitieve bestelling zal ontvangen voor de tweede fase van de werken. Deze firma gaat momenteel over tot het vervangen van de ramen van fase I en fase II van de werken zou erachteraan gedaan worden om de hinder aan de organisatie van de school te beperken, gelet op de hoeveelheid te vervangen ramen;

Aangezien het dossier niet binnen de door de subsidiërende overheid vereiste termijnen ingediend kon worden omwille van de voorrang voor belangrijkere aanvragen, is het voorziene bedrag van 75.020,00 EUR ons niet toegekend;

Aangezien het voorziene bedrag van 80.000,00 EUR volledig door ons bestuur gefinancierd moet worden in de vorm van een leningsaanvraag,

Besluit de wijziging van de financieringswijze van de uitgave goed te keuren, namelijk door een lening aan te vragen voor een bedrag van 80.000,00 EUR.

Objet 8A – 6 : Ecole de Saint-Job.- Remplacement de la chaudière et accessoires.- Approbation de la transaction relative à la liquidation de la facture et au paiement d'intérêts de retard.

Le Conseil,

Considérant que la chaudière de l'école de Saint-Job est tombée en panne à la fin du mois de décembre 2012;

Considérant que la firme adjudicataire pour l'entretien et le dépannage des installations techniques dans les divers bâtiments communaux a été sollicitée mais n'a rien pu faire et a constaté que la chaudière devait être remplacée;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a consulté trois firmes, à savoir :

- Firme A à 1070 Bruxelles;
- Firme B à 1930 Zaventem;
- Firme C à 1030 Bruxelles;

Vu les deux offres reçues, à savoir dans l'ordre croissant suivant :

- Firme A pour le montant de 2.781,78 € (hors T.V.A.), soit 3.365,95 € (T.V.A. comprise);
- Firme C pour le montant de 2.827,35 € (hors T.V.A.), soit 3.421,09 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'un accessoire de l'offre de prix de la firme C n'est pas conforme au descriptif technique, il y a lieu de ne pas la retenir;

Considérant que l'offre de prix de la firme A est conforme et la moins disante, il y a lieu de la retenir;

Considérant que, après vérification arithmétique de la seule offre de prix retenue, le montant devient 2.816,28 € (hors T.V.A.), soit 3.407,70 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'il était urgent de remplacer sans tarder la chaudière défectueuse en raison de la saison hivernale particulièrement rude cette année, un fax de commande a été adressé à la firme A sans approbation préalable de la dépense par l'Assemblée;

Vu la facture établie par la firme A pour le montant de 2.781,78 € (hors T.V.A.), soit 3.365,95 € (T.V.A. comprise);

Considérant que le délai de paiement a été fixé à 50 jours date de facture;

Considérant que, vu ce qui précède, la facture introduite pour ce travail ne peut donc pas être payée sur une base conforme aux législations applicables en la matière (nouvelle loi communale + règlement sur la comptabilité communale), il s'impose de conclure une transaction en vue de sa liquidation sous réserve d'approbation du budget 2013 par les autorités de tutelle;

Considérant qu'en cas d'assignation, le montant incontestablement dû pour ce travail serait majoré d'intérêts et de frais de justice;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a présenté la transaction à la firme A qui l'a approuvée;

Considérant que cette dépense n'a pas fait l'objet d'un engagement préalable;

Considérant qu'un crédit de 102.000 € est prévu à la sous-allocation "Ecoles primaires : interventions et achats divers pour les installations techniques" de l'article 722/724-60/96 au service extraordinaire du budget 2013;

Considérant que la dépense ne pourra être engagée qu'après l'approbation de la transaction et du budget 2013;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte du paiement d'intérêts de retard qui ne pourront être déterminés avec exactitude qu'à partir de la date effective de la liquidation de la facture précitée,

Approuve les points suivants :

- la transaction visant à la liquidation de la facture n° BARA-201300204 (PE 729/13(85) du 2 février 2013 établie au montant de 3.365,95 (T.V.A. comprise) en faveur de la firme A à 1070 Bruxelles ainsi qu'au paiement d'intérêts de retard sous réserve d'approbation du budget 2013 par les autorités de tutelle;

- l'inscription de la présente délibération sur la liste des actes du Conseil communal qui ne doivent pas obligatoirement être transmis aux autorités de tutelle.

Onderwerp 8A – 6 : School van Sint-Job.- Vervanging van de verwarming en toebehoren.- Goedkeuring van de minnelijke schikking inzake de vereffening van de factuur en de betaling van verwijntresten.

De Raad,

Overwegende dat de verwarming van de school Saint-Job defect is sinds eind december 2012;

Overwegende dat de aannemer voor het onderhoud en de herstelling van technische installaties in de verschillende gemeentebouwen werd opgeroepen maar niets kon doen omdat hij had vastgesteld dat de verwarming vervangen moest worden;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen drie ondernemingen heeft geraadpleegd, namelijk:

- Onderneming A te 1070 Brussel;
- Onderneming B te 1930 Zaventem;
- Onderneming C te 1030 Brussel;

Gelet op de ontvangen offertes, in opklimmende volgorde :

- Onderneming A voor het bedrag van € 2.781,78 (excl. btw), ofwel € 3.365,95 (incl. btw);
- Onderneming C voor het bedrag van € 2.827,35 (excl. btw), ofwel € 3.421,09 (incl. btw);

Overwegende dat een accessoire van de offerte van onderneming C niet overeen komt met de technische beschrijving en deze offerte niet geselecteerd kan worden;

Overwegende dat de offerte van onderneming A conform en de goedkoopste is en geselecteerd moet worden;

Overwegende dat, na de controle van de berekening van de enigste geselecteerde offerte, het bedrag € 2.816,28 (excl. btw), ofwel € 3.407,70 (incl. btw) is;

Overwegende dat de defecte verwarming dringend vervangen moet worden omwille van de strenge winter van dit jaar en er daarom een bestelfax werd verstuurd naar onderneming A zonder de voorafgaande goedkeuring van de uitgave door de vergadering;

Gelet op de factuur van onderneming A voor het bedrag van € 2.781,78 (excl. btw), ofwel € 3.365,95 (incl. btw);

Overwegende dat de betalingstermijn werd vastgelegd op 50 dagen van de factuurdatum;

Overwegende, gelet op het voorgaande, dat de factuur voor dit werk aldus niet betaald kan worden op basis van de betrokken wetgeving (nieuwe gemeentewet + reglement op de gemeentelijke boekhouding) en er aldus een minnelijke schikking getroffen moet worden met het oog op de vereffening ervan onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat, in geval van dagvaarding, het ontegensprekelijk verschuldigde bedrag voor deze werken verhoogd zou worden met intresten en gerechtskosten;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen de minnelijke schikking heeft voorgelegd aan onderneming A die het heeft goedgekeurd;

Overwegende dat deze uitgave niet op voorhand werd vastgelegd;

Overwegende dat er een bedrag van € 102.000 is voorzien onder de toelage "Scholen lager onderwijs : verschillende interventies en aankopen voor technische installaties" van artikel 722/724-60/96 van de buitengewone dienst 2013;

Overwegende dat de uitgave pas vastgelegd kan worden na de goedkeuring van de minnelijke schikking en de begroting 2013;

Overwegende dat er rekening gehouden moet worden met de betaling van verwijlrenten die pas exact bepaald kunnen worden vanaf de effectieve vereffeningdatum van de voormelde factuur;

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

- de minnelijke schikking betreffende de vereffening van factuur nr. BARA-201300204 (PE 729/13(85) van 2 februari 2013 voor een bedrag van € 3.365,95 (incl. btw) ten bate van onderneming A te 1070 Brussel en de betaling van verwijlrenten onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de toezichthoudende overheid;

- de inschrijving van de onderhavige beraadslaging op de lijst van de aktes van de gemeenteraad die niet naar de toezichthoudende overheid gestuurd moeten worden.

Objet 8A – 7 : Bâtiment administratif situé rue Auguste Danse, 25.- Remplacement des éléments arrière et de dos de la chaudière et accessoires.- Approbation de la transaction relative à la liquidation de la facture et au paiement d'intérêts de retard.

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 14 août 2012 (objet 4A-594), le Collège échevinal a approuvé la désignation de la S.A. Spie Belgium à 1070 Bruxelles pour l'entretien et les dépannages des installations techniques pour un montant total de 81.070 € pour la période du 15 août au 31 décembre 2012;

Considérant qu'à la date du 20 décembre 2012, le technicien de l'adjudicataire a remarqué une fuite dans l'élément arrière de la chaudière du bâtiment administratif situé au 25, rue Auguste Danse et a remis une offre pour la réparation d'un montant de 4.665 € (H.T.V.A.) soit 5.644,65 € (T.V.A.C.);

Considérant que l'élément arrière de la chaudière est percé et qu'il faut tous les jours réinjecter dans le système une très grande quantité d'eau, opération qui risque d'endommager plus gravement les installations de chauffage;

Considérant que ladite chaudière étant en panne, le service BCM a commandé, le jour même, la réparation de l'élément arrière de la chaudière conformément à l'offre de l'adjudicataire du 20 décembre 2012;

Considérant que, lors du remplacement de l'élément arrière de la chaudière, le technicien de l'adjudicataire et le service BCM ont constaté que l'élément de dos de la chaudière était complètement rouillé;

Considérant que le service BCM et la firme adjudicataire, de commun accord, ont décidé de réparer immédiatement l'élément de dos afin de pouvoir remettre en marche dans les plus brefs délais la chaudière compte tenu que le bâtiment n'était plus du tout chauffé en plein hiver;

Considérant que la réparation de l'élément de dos a été comptabilisée à 1.511,52 € (H.T.V.A.) soit 1.828,94 € (T.V.A.C.);

Vu la facture introduite par l'adjudicataire et établie au montant de 7.473,59 € (T.V.A.C.) pour la remise en état des éléments arrière et de dos de la chaudière du bâtiment administratif situé au 25 rue Danse;

Considérant que le délai de paiement a été fixé à 50 jours date de facture;

Considérant que, vu ce qui précède, la facture introduite pour ce travail ne peut donc pas être payée sur une base conforme à la législation applicable en la matière (nouvelle loi communale + règlement sur la comptabilité communale), il s'impose de conclure une transaction en vue de sa liquidation sous réserve d'approbation du budget 2013 par les autorités de tutelle;

Considérant qu'en cas d'assignation, le montant incontestablement dû pour ce travail serait majoré d'intérêts et de frais de justice;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a présenté la transaction à la firme S.A. Spie Belgium qui l'a approuvée;

Considérant que cette dépense n'a pas fait l'objet d'un engagement préalable;

Considérant qu'un crédit de 20.000 € est prévu à la sous-allocation "Divers bâtiments administratifs : mise en ordre des chaufferies" de l'article 137/724-60/96 au service extraordinaire du budget 2013;

Considérant que la dépense ne pourra être engagée qu'après l'approbation de la transaction et du budget 2013;

Considérant qu'il y a lieu de tenir compte du paiement d'intérêts de retard qui ne pourront être déterminés avec exactitude qu'à partir de la date effective de la liquidation de la facture précitée,

Approuve les points suivants :

- la transaction visant à la liquidation de la facture relative aux travaux susmentionnés et établie au montant de 7.473,59 € (T.V.A.C.) en faveur de la S.A. Spie Belgium à 1070 Bruxelles ainsi qu'au paiement d'intérêts de retard sous réserve d'approbation du budget 2013 par les autorités de tutelle;

- l'inscription de la présente délibération sur la liste des actes du Conseil communal qui ne doivent pas obligatoirement être transmis aux autorités de tutelle.

Onderwerp 8A – 7 : **Administratief gebouw in de Auguste Dansestraat 25.- Vervanging van elementen achteraan en de achterkant van de verwarming en toebehoren.- Goedkeuring van de minnelijke schikking inzake de vereffening van de factuur en de betaling van verwijlntresten.**

De Raad,

Overwegende dat het schepencollege in zitting van 14 augustus 2012 (onderwerp 4A-594) zijn goedkeuring heeft verleend aan de aanwijzing van de nv Spie Belgium te 1070 Brussel voor het onderhoud en de herstelling van technische installaties voor een totaalbedrag van € 81.070 voor de periode van 15 augustus tot 31 december 2012;

Overwegende dat de techniek van de aannemer op 20 december 2012 een lek heeft vastgesteld aan het element achteraan de verwarming van het administratief gebouw in de Auguste Dansestraat 25 en een offerte heeft ingediend voor de herstelling voor een bedrag van € 4.665 (excl. btw) ofwel € 5.644,65 (incl. btw);

Overwegende dat het element achteraan de verwarming doorboord is en dagelijks een erg grote hoeveelheid water opnieuw in het systeem gebracht moet worden hetgeen de verwarmingsinstallatie nog ernstiger kan beschadigen;

Overwegende dat, omwille van deze defecte verwarming, de dienst GGO dezelfde dag de herstelling van het betrokken element van de verwarming had besteld overeenkomstig de offerte van de aannemer van 20 december 2012;

Overwegende dat, tijdens de vervanging van het element achteraan de verwarming, de techniek van de aannemer en de dienst GGO hebben vastgesteld dat de achterkant van de verwarming volledig verroest was;

Overwegende dat de dienst GGO en de aannemer samen hebben beslist de achterkant onmiddellijk te herstellen om de verwarming zo snel mogelijk te kunnen opstarten, rekening houdend met het feit dat het gebouw helemaal niet verwarmd werd in volle winterperiode;

Overwegende dat de herstelling van de achterkant werd vastgelegd op € 1.511,52 (excl. btw) ofwel € 1.828,94 (incl. btw);

Gelet op de ingediende factuur van de aannemer voor het bedrag van € 7.473,59 (incl. btw) voor de herstelling van de elementen achteraan en de achterkant van de verwarming van de administratief gebouw in de Dansestraat 25;

Overwegende dat de betalingstermijn werd vastgelegd op 50 dagen van de factuurdatum;

Overwegende, gelet op het voorgaande, dat de factuur voor dit werk aldus niet betaald kan worden op basis van de betrokken wetgeving (nieuwe gemeentewet + reglement op de gemeentelijke boekhouding) en er aldus een minnelijke schikking getroffen moet worden met het oog op de vereffening ervan onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de toezichthoudende overheid;

Overwegende dat, in geval van dagvaarding, het ontegensprekelijk verschuldigde bedrag voor deze werken verhoogd zou worden met intresten en gerechtskosten;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen de minnelijke schikking heeft voorgelegd aan de onderneming nv Spie Belgium die het heeft goedgekeurd;

Overwegende dat deze uitgave niet op voorhand werd vastgelegd;

Overwegende dat er een bedrag van € 20.000 is voorzien onder de toelage "Diverse administratieve gebouwen : in orde brengen stookplaatsen" van artikel 137/724-60/96 van de buitengewone dienst 2013;

Overwegende dat de uitgave pas vastgelegd kan worden na de goedkeuring van de minnelijke schikking en de begroting 2013;

Overwegende dat er rekening gehouden moet worden met de betaling van verwijlntresten die pas exact bepaald kunnen worden vanaf de effectieve vereffeningdatum van de voormelde factuur;

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

- de minnelijke schikking betreffende de vereffening van factuur voor de bovenvermelde werken voor een bedrag van € 7.473,59 (incl. btw) ten bate van de onderneming nv Spie Belgium te 1070 Brussel en de betaling van verwijntresten onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2013 door de toezichthoudende overheid;
- de inschrijving van de onderhavige beraadslaging op de lijst van de aktes van de gemeenteraad die niet naar de toezichthoudende overheid gestuurd moeten worden.

Objet 8B – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Nouvelle disposition.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Nouvelle disposition :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.277.- Rue du Bourdon, n° 327, sur une distance de 5 m.

Onderwerp 8B – 1 : **Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Nieuwe bepaling.**

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen:

Nieuwe bepaling :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.277.- Horzelstraat, nr 327, over een afstand van 5 m.

9A – 1 **Convention de collaboration dans le cadre de la Maison de l'Emploi d'Uccle.**

M./de h. Vanraes estime que l'idée d'une décentralisation d'Actiris est excellente. Cependant, sans la collaboration de la Commune, du C.P.A.S. et d'Actiris, cette décentralisation ne peut pas avoir un effet positif. Si on rassemble le personnel de ces 3 entités afin d'effectuer un travail socialement rentable, le but d'activer les ucclois sans emploi sera atteint.

Mme/Mevr. Verstraeten se réjouit de cette réalisation parce que le but n'est pas de faire de la concurrence entre les différents acteurs sur le terrain mais d'aider les ucclois à trouver un emploi.

Objet 9A – 1 : **Convention de collaboration dans le cadre de la Maison de l'Emploi d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu qu'Actiris propose, dans le cadre de la Maison de l'Emploi, d'établir une convention avec la Commune d'Uccle, le C.P.A.S. d'Uccle et l'A.L.E. d'Uccle;

Vu que cette convention a pour but de définir les modalités de collaboration entre les quatre partenaires de la Maison de l'Emploi en vue d'offrir le meilleur service aux chercheurs d'emploi et aux employeurs sur le territoire d'Uccle.

Approuve la convention de collaboration dans le cadre de la Maison de l'Emploi ci-annexée.

Onderwerp 9A – 1 : **Samenwerkingsovereenkomst in het kader van het Jobhuis van Ukkel.**

De Raad,

Gezien dat Actiris, in het kader van het Jobhuis, voorstelt een overeenkomst op te maken tussen de Gemeente Ukkel, het O.C.M.W. van Ukkel, en het P.W.A. van Ukkel;

Gezien deze overeenkomst tot doel heeft de samenwerkings-modaliteiten te definiëren inzake samenwerking tussen de vier partners van het Jobhuis om de beste dienstverlening aan te bieden aan de werkzoekenden en de werkgevers op het grondgebied van Ukkel,

Keurt de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst goed in het kader van het Jobhuis.

Objet 1B – 1 : **Société Uccloise du Logement.- Désignation des représentants communaux.**

Le Conseil,

Vu l'article 32 des statuts de la Société Uccloise du Logement, tels qu'ils ont été modifiés lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 24 novembre 2004 et réservant neuf mandats d'administrateur à la Commune d'Uccle;

Vu les articles 100 et 120 de la nouvelle loi communale,

Désigne, à l'unanimité, en qualité d'administrateurs :

Mme Marianne Gustot, rue du Doyenné, 90 - 1180 Bruxelles;

M. Patrick Zygas, avenue Hamoir, 25D - 1180 Bruxelles,

M. Guy de Halleux, rue Joseph Bens, 70 - 1180 Bruxelles;

M. Michel Cohen, rue du Merlo 84 - 1180 Bruxelles;

Mme Myriam Kessler, avenue Paul Stroobant, 130/1 - 1180 Bruxelles;

M. Yvan Hoehn, rue Gatti de Gamond, 176 - 1180 Bruxelles;

M. Emmanuel De Bock, Vieux chemin, 8 - 1180 Bruxelles;

M. Lucien Beckers, avenue du Lycée Français, 5 boîte 7 - 1180 Bruxelles;

Mme Isabelle Vienne, Rue Edith Cavell, 181 - 1180 Bruxelles

Et désigne comme observateurs, M. Bruno Nys, Place Guy d'Arezzo, 10 - 1180 Bruxelles et Mme Amina Bakkali, avenue Wolvendael, 3 - 1180 Bruxelles.

Le Conseil communal se réserve le droit de retirer ces mandats en tout temps.

Onderwerp 1B – 1 : **Ukkelse Huisvestingsmaatschappij.- Aanduiding van de gemeentelijke vertegenwoordigers.**

De Raad,

Gelet op artikel 32 van de statuten van de Ukkelse Huisvestingsmaatschappij, zoals gewijzigd door de buitengewone algemene vergadering van 24 november 2004 en dat negen mandaten voorziet voor de Gemeente Ukkel;

Gelet op de artikels 100 en 120 van de nieuwe gemeentewet,

Duidt éénparig als bestuurders aan :

Mevr. Marianne Gustot, Dekenijstraat, 90 - 1180 Brussel;

De h. Patrick Zygas, Hamoiraan, 25D - 1180 Brussel,

De h. Guy de Halleux, Joseph Bensstraat, 70 - 1180 Brussel;

De h. Michel Cohen, Merlostraat, 84 - 1180 Brussel;

Mevr. Myriam Kessler, Paul Stroobantlaan, 130/1 - 1180 Brussel;

De h. Yvan Hoehn, Gatti de Gamondstraat, 176 - 1180 Brussel;

De h. Emmanuel De Bock, Oude Weg, 8 - 1180 Brussel;
De h. Lucien Beckers, Frans Lyceumlaan, 5 bus 7 - 1180 Brussel;
Mevr. Isabelle Vienne, Edith Cavellstraat, 181 - 1180 Brussel

En duidt als waarnemers aan : de h. Bruno Nys, Guy van Arezzoplein, 10 - 1180 Brussel en Mevr. Amina Bakkali, Wolvendaellaan, 3 - 1180 Brussel.

De Gemeenteraad behoudt zich het recht voor om deze mandaten ten allen tijde in te trekken.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :
Onderwerpen ingeschreven op de dagorde op aanvraag van de
gemeenteraadsleden :

1. M. Desmet : Le parc Raspail (grandeur et déchéance).

1. De h. Desmet : Raspail parc (

M./de h. Desmet expose que le groupe Ecolo est intervenu à plusieurs reprises, lors de la précédente mandature, afin de savoir ce que le parc Raspail deviendrait.

M. Desmet constate le peu d'avancées positives. Il est utile de rappeler quelques données permettant de comprendre ce dossier. En 2009 la Poste, propriétaire du parc Raspail, annonce par voie d'affichage son souhait de vendre cet espace vert. Celui-ci était entretenu depuis plusieurs décennies par le pouvoir communal ucclois, à la grande satisfaction des concitoyens. Un plan de rénovation et d'aménagement était d'ailleurs quasi finalisé afin de donner un plus bel aspect à ce parc. Le Collège, seul, avait pris la décision de ne pas acquérir cet espace qui était mis en vente pour la somme dérisoire de 3€/m²! La préservation d'un tel espace vert s'inscrit directement dans le cadre de l'Agenda 21 local, ce qui est une raison suffisante pour justifier l'achat. Depuis, chaque jour, une situation plus catastrophique s'y développe. Le mur d'enceinte classé a quasi disparu du côté Victor Gambier. A cet endroit, l'entrée était interdite par une barrière amovible qui a depuis totalement disparu. Depuis la rue Victor Gambier, on constate de nombreux déchets jonchant le sol et ce, en toute illégalité. Dans la partie basse du parc, côté rue de Stalle, la situation est la même. On déplore un nombre incalculable de déchets jetés en toute illégalité, en toute impunité. Un ruisseau, autrefois romantique, est aujourd'hui totalement souillé par des objets polluants. Il faut aussi souligner le rôle fort utile que ce petit cours d'eau peut jouer lors des inondations. Quelle décision le Collège va-t-il prendre afin d'enrayer cette dégradation progressive et régulière? Est-il possible d'obtenir des réponses précises et des engagements sur ce sujet car cet état de fait est inacceptable. En mars 2010, M. l'Echevin Dilliès informait que le pouvoir communal pouvait taxer, après une période de 6 mois, le propriétaire d'un terrain considéré à l'abandon. Après cette information qui date de 3 ans, la procédure de taxation a-t-elle été lancée depuis lors? Depuis 2010, on affirme par trois fois que l'identité du propriétaire n'est pas connue. Qu'en est-il aujourd'hui? Quelles sont ses intentions? L'idée de création d'une servitude pour usage public avait aussi été considérée? Qu'en est-il aujourd'hui? Le propriétaire peut-il être contraint de retirer tous les déchets jonchant son terrain, notamment parce que ceux-ci accroissent immanquablement la pollution des nappes phréatiques? Au vu de l'état catastrophique, ne peut-on envisager une disposition de rachat voire d'expropriation avec indemnisation? Le propriétaire souhaitera-t-il vraiment entretenir ce lieu? Depuis trois ans, des clôtures "provisoires" ont été installées mais celles-ci sont ridiculement inutiles et inefficaces. De plus, M. Desmet s'interroge sur leur légalité en vertu des dispositions du Règlement régional d'urbanisme. A côté du Clipmolen, il y a un espace utile au niveau du maillage vert et pour lequel son propriétaire a de très hautes idées en termes de valorisation écologique. Il serait bon de faire la même chose en face. Dans la mesure où le site est classé, quelles peuvent être les possibilités pour le pouvoir communal de participer à la sauvegarde des lieux? Autrement dit, quel est le rôle du pouvoir communal face à la dégradation constatée de sites classés?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools partage cette analyse. Ce dossier est un sac de nœuds. Le statut de locataire d'une période de 30 ans ne lui confère pas d'office le droit de devenir propriétaire. Il y avait une convention d'occupation entre la Commune et la Poste, à titre précaire. A l'époque, la Poste était devenue propriétaire du terrain afin de commander et d'installer son bureau. Ensuite, elle a renoncé à son projet. En 1979, ce terrain est devenu un espace vert au plan de secteur car il était impossible de construire quoi que ce soit.

Lors de la législature communale de 2000-2006, un dossier, concernant la rénovation du mur, a été préparé. En effet, ce mur était potentiellement dangereux. Un plan de gestion de l'ensemble du parc avait été préparé. Ce dossier préparé a ensuite été repris par M. l'Echevin Dillies lors de la législature 2007-2012. La Commune d'Uccle s'acheminait vers une rénovation. Subitement, des panneaux "Mis en vente" sont apparus sur le parc. Le service des Propriétés communales a pris contact avec la Poste afin de discuter de cette mise en vente pour une mise à prix de 195.000 €. D'ailleurs, le prix est de 32 € le m² et non pas de 3 €. La Poste a répondu qu'il fallait envoyer par écrit une proposition de prix et ne reçoit personne. Ce n'est donc pas simple de se manifester surtout dans le cas où l'on souhaite prévoir une surenchère. Une personne, souhaitant acquérir le terrain, a établi avec la Poste une convention d'achat avec clause résolutoire mais elle n'a pas acheté. Cette convention n'a pas été rencontrée en ce jour dans le chef de la Poste, ce qui signifie que la Poste est toujours propriétaire du terrain. Ensuite, la société de ladite personne est tombée en faillite. La Poste, qui est juridiquement propriétaire, est donc obligée d'entretenir et de rénover le mur. Le site a été nettoyé. Cependant, une fois nettoyé, le site redevient sale. Ce mur, classé contre l'avis de la Commune, cause également un problème de sécurité car il est facile de s'y cacher derrière. Certains s'y cachent également pour jeter leurs immondices. Il faut surveiller l'évolution des conventions signées entre la Poste et l'acquéreur. Ces conventions sont-elles ou non considérées comme nulles aujourd'hui? M. l'Echevin Cools va essayer de rencontrer les responsables de la Poste et de discuter afin de trouver une solution. Les solutions ne sont pas multiples. Soit un sponsor privé décide d'acheter ce parc, soit l'existence d'un seul immeuble pourrait avoir de l'intérêt, à savoir celui de l'ancienne pompe à essence. Une rénovation de l'immeuble serait nécessaire. Cette piste est à explorer. Il faut faire pression avec la Poste afin de lui faire comprendre qu'elle est propriétaire et qu'elle doit donc assumer toutes ses responsabilités. Si celle-ci fait une proposition et qu'il n'y a pas d'autres personnes intéressées, on verra et un rapport sera rédigé. Cependant, il est trop tôt aujourd'hui pour affirmer si la Commune est en position ou non de pouvoir acquérir ce terrain. Ce dossier sera probablement traité prioritairement car une solution doit être trouvée.

M./de h. De Bock précise que la Commune a encore d'autres armes comme l'expropriation pour cause d'utilité publique. Le cas échéant, si le propriétaire n'utilise pas de son bien dans les manières adéquates, des porteurs de projet pourront peut-être se porter garants.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise qu'un compromis de vente, entre B-Post et le nouvel acquéreur, a été signé en date du 27 octobre 2009. Toutefois, le nouvel acquéreur souhaitait la réparation du mur endommagé. C'était une des clauses résolutoires. En ce qui concerne les taxes locales, B-Post bénéficie, de par son statut, d'une exonération de toutes taxes locales. La notion de force majeure est une autre difficulté. En effet, la force majeure a été invoquée par la Poste car aucun permis n'a pu être délivré par les Monuments et Sites pour la rénovation du mur. Cette rénovation ne peut donc pas être imposée par la Commune. La taxation n'est pas évidente en raison à la fois de leur exemption de la législation fédérale et de leur cas de force majeure.

Mme/Mevr. Dupuis précise qu'il faut s'armer de patience avec B-Post. Il faut savoir qu'il y a eu deux acheteurs et non un. Le premier n'a pas du tout rempli les conditions de l'achat et la Poste a dû se tourner vers la justice pour obtenir résolution de son compromis de vente. Mme Dupuis pense que la poste peut être animée de façon positive et il faut suivre cette piste avec vigilance, persévérance et détermination.

2. Mme Ledan : Le programme régional de réduction des pesticides.

2. Mevr. Ledan : Het gewestelijk programma tot beperking van de pesticiden.

Mme/Mevr. Ledan explique que l'utilisation des pesticides pose un véritable problème de santé publique, non seulement sur les utilisateurs, qui sont les plus exposés mais aussi sur la population en général. De plus, leur utilisation est nocive pour l'environnement. Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive 2009/128, qui instaure un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable, il est prévu que les Etats élaborent un Programme d'action national en vue de réduire les risques et les effets liés à l'utilisation de pesticides sur la santé humaine et l'environnement. En Belgique, le Programme d'action national (NAPAN) va articuler le Programme fédéral et les trois Programmes régionaux. Le premier NAPAN couvre la période 2013-2018 et sera ensuite revu tous les 5 ans. Un projet de Programme bruxellois de réduction des pesticides a été approuvé par le gouvernement bruxellois le 15 novembre 2012. Ce document est aujourd'hui soumis à une consultation publique. L'enquête a démarré le 15 janvier 2013 et se poursuivra jusqu'au 30 mars 2013. Le projet de Programme de réduction des pesticides de la Région de Bruxelles vise à réduire fortement l'utilisation de produits phytosanitaires sur le territoire régional, tant par les gestionnaires d'espaces publics que par les particuliers. Ses objectifs principaux sont de mettre en œuvre les dispositifs prévus par la Directive 2009/128 (formation des utilisateurs professionnels, protection des zones sensibles et des publics cibles vulnérables, élaboration d'indicateurs et suivi des utilisations,...) et d'informer /sensibiliser tous les publics concernés par les risques dus à l'utilisation des pesticides, notamment pour les inciter à recourir aux méthodes alternatives. Début janvier 2013, Bruxelles Environnement a envoyé aux communes un courrier annonçant et précisant les modalités de la consultation publique et contenant le lien vers tous les documents nécessaires. La commune d'Uccle a-t-elle mis en place une politique de réduction de l'usage des pesticides, en particulier, dans le cadre de la conception et de la gestion des espaces verts comme le prône l'Agenda 21? Pour rappel, 72 actions sont prévues dans le cadre de cet agenda pour gérer les espaces verts communaux de manière plus écologique d'ici 2022. Quelles actions, participant au projet de réduction des pesticides, ont déjà été mises en œuvre? Des herbicides bios sont utilisés par le service Vert. Leur usage est-il généralisé? Quelles sont les mesures mises en place pour réduire les risques pour les travailleurs et pour la population lorsque des pesticides sont utilisés dans les espaces publics? La commune tient-elle un registre des traitements appliqués dans les espaces publics? Quelles sont les mesures prises pour informer les Ucclois de la directive et de son contenu (et donc des risques dus à l'utilisation des pesticides), mais également de l'enquête publique régionale qui est en cours? La commune prévoit-elle de participer à la semaine sans pesticides? Quels sont les freins principaux existant à la réduction de l'usage des pesticides?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools qualifie l'Administration communale de "Zéro pesticide". En 2007, la politique a changé dans le cadre de l'Agenda 21 où l'arrêt total de l'utilisation de pesticides a été demandé dans les cimetières. Concernant le cimetière de Verrewinkel, il faut savoir que plusieurs centaines de milliers d'euros ont été dépensés. Une politique, étalée sur plusieurs années d'investissement, a été établie pour le cimetière de Verrewinkel sur base d'un plan de gestion. On a réduit les plages (les allées en dolomie) en élargissant les zones de pelouse afin de pouvoir tondre plus aisément. Des investissements en matière hydrologique ont été réalisés. Un égouttage a été placé pour éviter tous les effets d'écoulement d'eau qui allait vers le ravin classé à l'arrière du cimetière. Aussi, plus aucun pesticide n'est utilisé au cimetière de Verrewinkel. Lorsque la période de la Toussaint approche, des ALE sont engagés en renfort au service de l'Etat civil afin de procéder à l'arrachage manuel des mauvaises herbes. Les désherbeurs thermiques ne produisent pas de résultat satisfaisant. Les produits bios ont aussi été abandonnés car cela coûte très cher et les résultats n'étaient pas probants. Depuis plus de deux ans, le service de Propreté n'a effectué aucune pulvérisation avec des pesticides. Le service Vert emploie une quantité de moins de 5 litres par an pour quelques interventions limitées. La quantité est identique pour le service des Sports.

Des techniques alternatives ont été testées dans différents espaces verts comme l'engazonnement, les plantes couvre-sol, la pose de lie d'écorce dans les espaces de plantation, un géo-textile est posé dans les chemins sous une couche de dolomie stabilisée, l'achat de balayeuses avec des balais en plastique très durs ou métalliques, l'achat d'un tracteur avec un rouleau de sarclage pour les avenues en dolomie du cimetière,.... Les produits bios ne sont pas souvent utilisés. Toutes les quantités utilisées sont contrôlées par les responsables qui sont en possession d'une licence spéciale. Aucun registre de traitement n'existe. Pour informer les Ucclois, des articles sont publiés dans le Wolvendael, des panneaux d'informations sont mis à l'entrée du cimetière. Doit-on participer à une semaine sans pesticide? Non, car la Commune travaille déjà sans pesticide. Ensuite, un débat devrait être ouvert afin de savoir sur quels types d'événements il faudrait se centraliser. L'étape suivante serait de mener une action pour le grand public pour le convaincre de ne plus utiliser de pesticides. Concernant le jardinage, un projet de brochure est en cours de réalisation. Il s'agit de sensibiliser le grand public par des explications et de leur montrer qu'il existe des techniques alternatives. Une action va avoir lieu en dehors de l'Administration communale parce que la Commune d'Uccle est une commune pilote dans le domaine de réduction et de suppression des pesticides.

Mme/Mevr. Ledan souhaite savoir s'il existe des obligations en la matière pour les entreprises sous-traitantes avec lesquelles la Commune travaille?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que les entreprises sous-traitantes n'emploient pas de pesticides. L'ensemble des services communaux collabore à une même politique de développement durable.

3. Mme Francken : Les 10 km d'Uccle - Agenda 21.

3. Mevr. Francken : de 10 km van Ukkel – Agenda 21.

Mm/Mevr. Francken explique que la sixième édition des 10 km d'Uccle aura lieu. L'année passée, pas moins de 3.500 sportifs y ont participé.

Mme Francken demande s'il est possible de savoir ce qui est prévu pour que cette manifestation annuelle puisse s'inscrire dans le cadre de l'agenda 21 de la commune? Elle pense notamment au type de gobelets utilisés, au tri sélectif des déchets, au ravitaillement en eau, à l'information communiquée concernant la possibilité d'y accéder en transports en commun,....

Mme l'Echevin/Mevr. De schepen Gol-Lescot répond que 4 ravitaillements sont offerts lors des 10 km d'Uccle, dont trois sont proposés sur le parcours et un à l'arrivée. Le sponsor Vivaqua fournira les gobelets en carton recyclés qui sont en fin de recyclage. Les coureurs recevront à l'arrivée une bouteille d'eau vu qu'ils auront besoin de boire une plus grande quantité d'eau à ce moment-là. Concernant le tri sélectif, un accord consisterait à offrir à Bruxelles-Propreté un espace de visibilité sur l'hippodrome et en contrepartie, celle-ci mettrait à disposition des îlots sélectifs sur l'hippodrome. Cependant, il n'y a aucune confirmation définitive. Le site Internet communal et un communiqué de presse précisent les informations concernant l'événement ainsi que les possibilités d'y accéder en transports en commun. De plus, les personnes, qui y participent, reçoivent un courrier avec leur dossard. De toute façon, comme le site est inaccessible à partir de 14h, il est vivement conseillé aux participants de s'y rendre en transports en commun. Cette manifestation est totalement éco-responsable. Un bus sera mis à disposition pour toutes les personnes qui effectuent les contrôles dans les rues mais à part cela, le reste est tout à fait sain pour l'environnement. Delhaize, qui est un autre sponsor, offrira une banane à chaque participant à l'arrivée.

- Le huit clos est prononcé. -
- De Gesloten vergadering is bevolen -

- La séance est levée à 21h 55.- De zitting wordt opgeheven om 21u 55 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal f.f.,
De Wnd.Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,